Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 24, DIM. 25, LUN. 26 FEVRIER 1979 - N° 861 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Contre les licenciements et le chômage

Comme à Longwy, comme à Denain ELARGISSONS LES ACTIONS EFFICACES !

Relais de télévision investi à Longwy dans la nuit de mercredi ; Valenciennes, Denain, Aulnoy-Aymeries bloquées jeudi ; affrontements à Sedan le 16, à Rouen mardi et mercredi ; le 16, dans le Nord, en Lorraine des centaines de milliers avec des sidérurgistes.

La liste est si longue qu'il est difficile de rendre compte de toutes les initiatives. Cette semaine encore un nouveau pas a été franchi dans la difficile lutte contre le chômage. Il nous vient des gars de Longwy, de Denain, de ceux qui ont inauguré il y a quelques semaines les actions «coups de poing» dont le rôle a été décisif pour sensibiliser les populations des régions concernées et pour interdire à la bourgeoisie «d'enterrer» la question. Aujourd'hui, ces mêmes «pionniers» sont sur le point de surmonter cette autre difficulté qui est d'associer largement les travailleurs, la population aux «actions efficaces». Plus d'un millier de personnes ont participé d'une façon ou d'une autre à «l'opération relais de télévision» à Longwy, plusieurs milliers aussi dans le Nord ont bloqué Denain, Valenciennes, Aulnoy-Aymeries.

L'affirmation de ce type d'action n'a pas été sans problèmes : Il y a quelques semaines encore des dirigeants du PCF n'attendaient qu'une occasion pour isoler ceux qui menaient résolument la lutte et pour tenter de retourner la population contre les «actions commandos». En Lorraine le PCF a fait quelques tentatives dans ce sens en criant à la provocation après l'intervention à la sous-préfecture de Briey ou l'attaque du commissariat, parlant même «d'éléments étrangers bien connus des services de police». Ils n'ont pas insisté longtemps. Ce sont les mêmes qui criaient : *«Il faut élargir l'action»* et qui ne proposaient rien si ce n'est des journées de 24 heures, des manifestations-processions.

Quelle meilleure leçon pouvait leur être infligée que ces dernières actions menées à Longwy ou dans le Nord ! La démonstration est faite que les actions efficaces peuvent aussi être des actions de masse. Elargir l'action oui, mais dans le sens indiqué par les gars de Longwy et de Denain !

□

La bourgeoisie n'est pas parvenue à isoler les sidérurgistes, à faire d'eux un «cas à part». La dernière tentative est particulièrement grossière, elle vient de Giscard en personne. Parfait hypocrite, il prétend comprendre les sidérurgistes et renvoie dos à dos licencieurs et licenciés. Dans le même temps, la parodie de négociations continue, Giraud a beau bénéficier d'une publicité considérable, cela ne change rien au fait qu'en dehors de quelques gadgets il prétend ni plus ni moins expliquer que la liquidation de la sidérurgie est la «meilleure solution pour l'avenir» et qui plus est, le faire comprendre aux sidérurgistes !

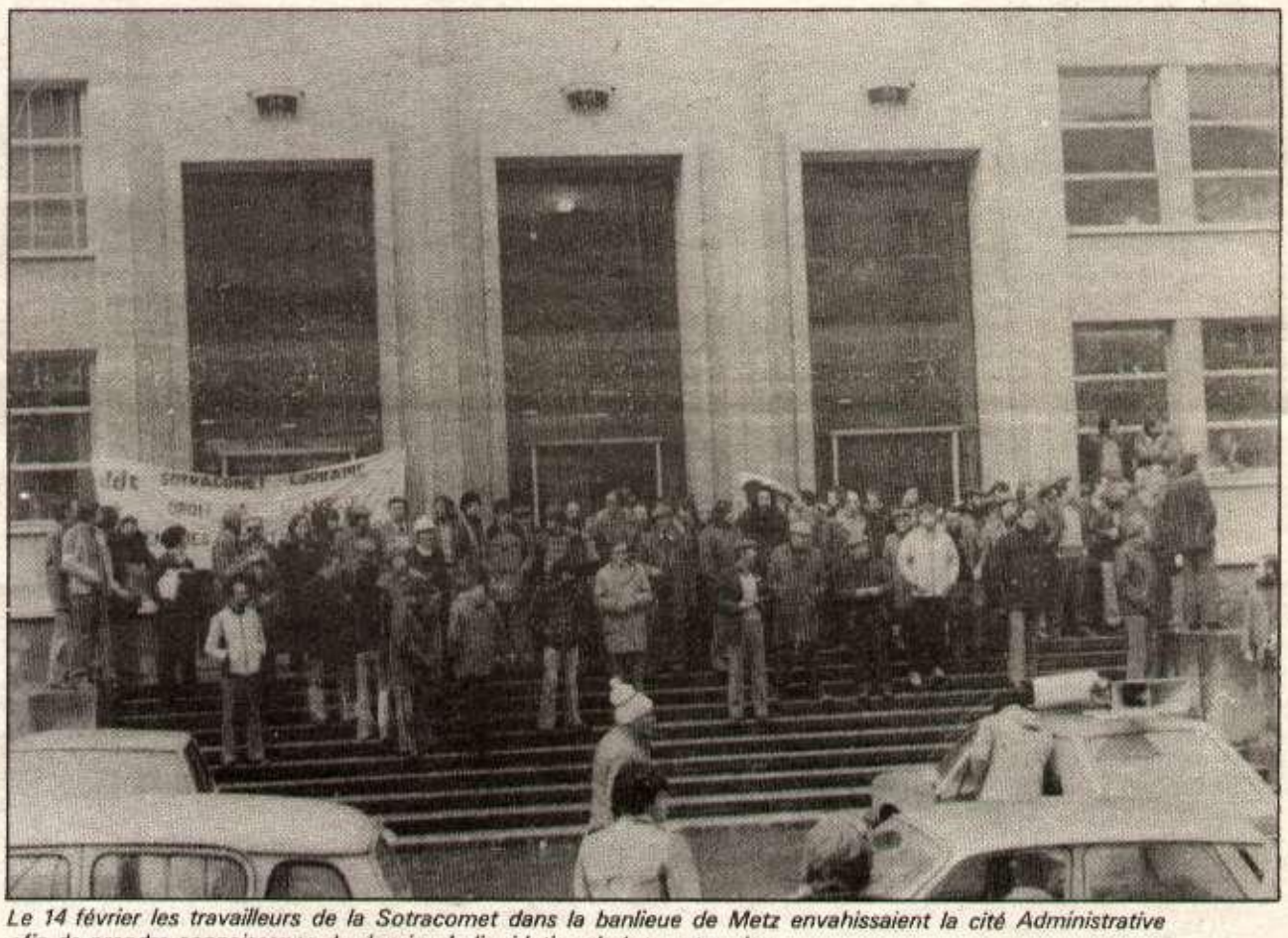
En vérité, les Giscard-Barre cachent difficilement leur inquiétude face à la montée de la lutte contre le chômage.

Les Lorrains, les Nordistes ont imposé les actions efficaces, ils ont aussi contribué à déterminer la cible dans la lutte contre les licenciements. Cet obstacle : contre qui porter les coups ?, a fait capoter bien des luttes, il est sur le point d'être surmonté. Au travers des diverses actions menées, occupation de locaux officiels, blocage des axes de circulation, mise en accusation de l'information, c'est l'appareil d'État, l'organisation de la société qui sont visés. Souvent, comme à Sedan, à Longwy, à Denain ou Rouen, la détermination des travailleurs face aux flics se transforme en initiations concrètes. Là-aussi, les travailleurs sont à l'offensive.

Contre le chômage, les projets massifs de licenciements la cible est bien le pouvoir et son appareil bureaucratique policier, instrument des intérêts d'ensemble de la bourgeoisie.

Seule la force des coups qui lui seront portés fera revenir les Giscard-Barre et compagnie sur les décisions politiques qu'ils ont prises.

L'élargissement des actions efficaces sera décisif !



Le 14 février les travailleurs de la Sotracomet dans la banlieue de Metz envahissaient la cité Administrative afin de prendre connaissance du dossier de liquidation de leur entreprise.
Une action massive et efficace contre le chômage

Lire nos reportages de lutte en pages 3, 4, et 16

LA CHINE FACE AUX FAUTEURS DE GUERRE

La presse de ces derniers jours fait largement état, à la suite de la contre-attaque chinoise aux provocations vietnamiennes, du «danger de troisième guerre mondiale». On s'étonnera de voir des commentateurs, qui développent habituellement des illusions sur la «détente» quand les deux superpuissances «améliorent» sans cesse leurs arsenaux, devenir tout à coup vigilants face au danger de guerre. Mais le danger est attribué ici à la «rivalité soviéto-chinoise», quand ce n'est pas tout simplement à «l'agressivité» de la Chine «troisième superpuissance».

Lire en page 11

ESPAGNE

La démocratie au pied du mur !

L'Espagne est à l'heure électorale, avec le renouvellement du Parlement le 1er mars, et un peu plus tard, en avril, les municipales qui ont été sans cesse repoussées depuis plus de deux ans. Démocratisation jusqu'à quel point et pour qui ?

En Euskadi, où commence ce reportage, le peuple basque a sans doute, comme nous le verrons, avancé lui aussi dans la conquête de certains droits. Mais, les éléments négatifs se sont également accumulés dans la période récente, avec sur fond de chômage, la répression et l'enchaînement des violences dont l'issue paraît incertaine.

Un reportage de Frédéric FERRER

Lire en pages 8 et 9

REVUE DES REVUES

SOCIAL: LE DOSSIER DES POINTS CHAUDS

«On demande à Barre de perdre de son omniscience arrogante»

La montée des luttes, et les formes qu'elles prennent, commencent à inquiéter la bourgeoisie. Motif supplémentaire d'inquiétude, la présence à la tête du gouvernement d'un Barre de plus en plus impopulaire : c'est cette double inquiétude qu'exprime Olivier Todd dans son éditorial de *l'Express*.

Le président voulait consacrer toute sa conférence de presse à la politique étrangère. Entre une expédition au Cameroun et une autre au Mexique, il a compris qu'il fallait aussi aborder la situation sociale. Il a senti qu'il y a un niveau de chômage et de manifestations au-delà duquel l'imprévisible est possible.

A la rigueur, on pourrait avancer que, dans le sillage des voyages présidentiels, difficiles à décommander, se concoctent des contrats créateurs d'emplois. De plus, Giscard, depuis le début de son septennat, a modifié son vocabulaire. Il parle plus de «chômage», laissant à d'autres des expressions aseptiques ou rassurantes comme «demandeurs d'emploi» ou «ajustement des effectifs». Par petites touches, il prouve qu'il est encore en prise sur le réel. Il ne pratique pas, ou pas encore, l'exercice solitaire du pouvoir qu'il dénonça il y a douze ans et qui débouchait sur l'«insaisissable» gaullien. Nous ne sommes pas en Mai 68. L'économie française n'est pas comparable à la britannique ou à l'italienne. Mais — tous les syndicalistes le constatent — depuis 1974 la France n'a jamais autant bougé. L'angoisse en Lorraine et dans le Nord, à Manufrance ou à la SFP, les opérations «ville morte» à la Rochelle, Nantes ou Rochefort, l'occupation de l'usine Renault à Saint-Priest, les séquestrations de patrons à Maubeuge, la marche sur Saint-Etienne, les débrayages à Paris, Lyon, Marseille ou Bordeaux et ce vendredi de grèves ne révèlent pas exactement un panorama décrispé.

Tout cela était perceptible avant que le Premier ministre ne se rende au Canada pour y jouer à Davy Crockett et, passant du Huron au Iuron, n'offre au balcon d'un centre commercial de Montréal un très maladroit pastiche du général De Gaulle. Raymond Barre aurait dû rester en France : pour montrer, même symboliquement, que le gouvernement est aux écoutes des Français, et surtout de ceux que la crise frappe. Barre a raté une occasion de prouver qu'il était autre chose qu'un spécialiste discuté de macroéconomie. Ce meilleur économiste de France commence à être le plus mauvais psychologue du gouvenement, ou le plus en vue. Depuis qu'il est à Matignon, depuis août 1976, par le ton beaucoup plus que par le fond, par la présentation de sa politique plus que par son contenu, Barre paraît perpétuellement se situer «en dehors et au-dessus». Sa manière de parler reflète trop d'assurance pour des temps aussi chargés d'incertitudes.

En politique, le paraître coïncide souvent, parfois injustement, avec l'être. On ne demande pas à Barre de se lancer dans la démagogie, mais de perdre de sa rigidité, de son omniscience arrogante, de sa suffisance. Serait-il incapable de changer de régime ? De cesser, à travers chaque intervention, télévisée ou non, de faire un cours Sciences po aux Français ? Ne se trouve-t-il donc personne auprès de lui qui, contournant sa susceptibilité, aurait le courage de lui dire qu'il «passe» mal ? On ne peut transformer un baryton en soprano. On peut exiger d'un Premier ministre, chargé des affaires au jour le jour, qu'il reste à son poste quand la crise est aiguë. Et qu'il trouve un nouveau message à transmettre. Le gros et rond bon sens ne suffit pas. Un peu de sensibilité.

France nouvelle

HEBDOMADAIRE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS /

L'événement important pour les travailleurs de Rhône-Alpes en février

Les assises du PCF le 3 février

Quels sont les faits marquants pour les travailleurs de la région Rhône-Alpes en ce début de février ? Indiscutablement, les «Etats généraux pour l'emploi et le mieux vivre», dans le Rhône le 8 février, et la journée d'action dans la Loire le 20 février. *France Nouvelle*, l'hebdomadaire du PCF, retient une autre date, dont il faut croire qu'elle est plus importante à ses yeux : les «assises régionales» que le PCF a tenues à Saint-Etienne le 3 février... Comble d'ironie, *France Nouvelle* entend prouver à cette occasion que le PCF applique en quelque sorte la ligne de masse ! C'est ce qui ressort de l'interview de Nguyen Tchen, responsable du groupe d'études régionales du PCF.

F. N. : Votre démarche a été d'aller vers les travailleurs et de faire discuter de nos propositions...

Nguyen Tchen : Il faut la replacer dans l'ensemble de nos initiatives régionales. Fin décembre les huit fédérations de la région Rhône-Alpes ont publié un document incluant leurs analyses et leurs propositions. Puis un numéro spécial d'*Action* a été diffusé à 500 000 exemplaires. Neuf colloques régionaux ont suivi, organisés dans les départements et portant sur différents piliers économiques de la région : sidérurgie, recherche, chimie, roulement à bille. Ces travaux ont été synthétisés à Saint-Etienne en présence de Jean Colpin et à partir d'un rapport de Paul Rochas. Ils feront l'objet d'un «tiré à part» d'*Economie et Politique*.

Nguyen Tchen : Exactement. Nos propositions ne s'imposent pas de l'extérieur comme le ferait une solution technocratique à prendre ou à laisser parce que se réclamant de l'objectivité scientifique. Non ! C'est tout le contraire (...).

J'insiste pour dire que nos propositions ne sont pas des ficelles techniques. Leur force, leur crédibilité, leur chance de succès sont dans leur prise en compte par les travailleurs eux-mêmes. D'où le lien entre lutte et démocratie contre le déclin qui constituait le thème des assises.

Nos propositions sont donc des objectifs de lutte et d'union, elles ne peuvent passer dans la vie que si les travailleurs se les approprient, d'où cette nécessité de faire discuter et d'être à l'écoute des travailleurs de la région. Nous avons bien entendu tenu compte de toutes ces discussions. Par exemple, notre proposition de création d'un centre de machine-outil à Saint-Etienne s'est affinée avec les différentes étapes des luttes (...).

Je prendrai comme exemple les réflexions des travailleurs de Renault véhicules industriels. Ils se sont aperçus que tous les colloques les concernaient. Entre autres, ceux de la sidérurgie et de l'agriculture. En effet, quand RVI importe des moteurs, ce sont des emplois en moins au niveau de la région, aussi bien chez Berliet que dans la sidérurgie fine qui sert à les construire.

Quand RVI refuse de fabriquer des moteurs agricoles, cela a des conséquences sur l'indépendance de notre production de machinisme agricole et donc sur notre agriculture, mais aussi, bien entendu, sur l'emploi dans le groupe. Fabriquer 15 000 à 20 000 moteurs agricoles, ce qui est possible, créerait de l'ordre de 1 000 emplois. Je pourrais prendre bien d'autres exemples. En définitive, tous ces colloques régionaux organisés dans chaque département de Rhône-Alpes ont bien montré que, sur la base d'une économie régionale prenant appui sur l'indépendance nationale, il existait une communauté d'intérêts entre les travailleurs qu'il importait de dégager dans les luttes. En retour, la prise en compte de la dimension régionale est d'une aide efficace pour le succès de ces luttes. C'est aussi la conclusion que nous avons dégagée à l'occasion du succès des travailleurs des ARCT. En grande partie, ce succès découle de la capacité qu'a eu le PCF à donner à la lutte des ARCT une dimension régionale. Pour résumer je dirai que les ARCT étaient au carrefour des deux mots d'ordre du PCF : fabriquons français, et vivre, travailler, décider au pays».

ROUGE

L'opposition polonaise

Comment s'organise l'opposition en Pologne, et quel débat politique s'y mène ? *«Robotnik»*, un journal d'opposition qui tire à 10 000 exemplaires s'efforce de répondre à ces questions. C'est ce qu'explique Jean Litynski, rédacteur à *Robotnik*, dans une interview donnée à l'hebdomadaire *Rouge*.

Nous pensons que, dans la situation actuelle, l'opposition doit, non seulement défendre les intérêts de la société, mais doit aussi montrer les voies qui permettent de sortir de la crise. Mais on peut aussi parler d'une étape du développement du mouvement social qu'on appelle opposition. Ce mouvement a besoin actuellement d'un programme pour aujourd'hui (et non d'un programme pour l'avenir), l'appel du KSS/KOR est en quelque sorte ce programme. Il s'adresse à tous ceux qui sentent que dans la situation actuelle, il faut prendre ses responsabilités et qui considèrent que c'est le système qui est responsable de la crise actuelle.

• Mais si on désigne les responsables, il faut aussi montrer une alternative, alors que vous, en dehors de formulations très générales sur la nécessité d'auto-organisation de la société, vous ne proposez aucune alternative...

— Oui, mais cela vient d'une conviction générale : tant qu'à l'Est nous avons affaire à un Etat impérialiste, l'URSS, il est impossible de changer de système. Par contre, nous pensons que la société polonaise peut changer la situation par des conquêtes partielles, en arrachant au pouvoir totalitaire (ou post-totalitaire comme le dit Havel) ce qu'il s'est approprié, par l'auto-organisation de la société et la défense de ses intérêts propres. Cela est dit clairement dans l'appel. Il ne me semble pas possible de réaliser un grand soulèvement national contre ce pouvoir ; et même si un tel soulèvement avait lieu, il apporterait beaucoup de sang et de malheurs aux Polonais.

Le but de ceux qui sont liés au KSS/KOR est de changer le maximum de choses dans le cadre du système actuel. Mais ce système peut, en quelques années, devenir un système tout à fait différent, par exemple la différence entre la Pologne de 1974 et celle de 1979 est colossale : aujourd'hui il y a des éditions et des journaux d'opposition, des groupes qui s'auto-organisent, etc. On peut penser que la différence entre 1979 et 1984 sera tout aussi importante, sans changement révolutionnaire du système, que tout le monde redoute.

o Le KSS/KOR est traversé par des courants de pensée, ces courants n'apparaissent pas ouvertement à l'extérieur...

— A l'extérieur, le KSS/KOR présente une image unie, car malgré les divergences, nous arrivons à une position commune au cours des discussions, cela est très important. Mais pour se rendre compte que des courants différents existent au sein du KSS/KOR, il suffit de lire le mensuel *«Glos»* et le mensuel *«Krytyka»*. Ces courants sont seulement en train de naître, les positions ne sont pas encore clarifiées. A mon avis, mais il s'agit d'un avis personnel, *«Glos»* est plus orienté vers la problématique nationale alors que *«Krytyka»* est plus intéressant par les questions sociales. Mais il faut souligner que dans *«Glos»*, des textes très intéressants sur les problèmes sociaux ont été publiés. Certaines divergences réelles existent, par exemple, sur l'appréciation de ce qu'on a appelé le «révisionnisme», c'est-à-dire sur les gens qui se sont éloignés du Parti communiste. *«Glos»* porte sur eux une appréciation très critique alors que *«Krytyka»* est plus neutre, plus analytique. Mais sur les questions essentielles, je ne crois pas qu'il y ait des divergences. Et on ne peut pas dire qu'un des courants soit plus radical que l'autre.

Succès de la nouvelle opération coup de poing à Longwy

APRES RADIO-SOS-EMPLOI, TELE SOS EMPLOI

L'occupation du relais TDF de Bois-de-Châ commencée vers 21 heures mercredi soir s'est poursuivie toute la journée de jeudi. Cette opération particulièrement bien organisée se déroule dans les meilleures conditions. L'aspect nouveau par rapport aux opérations «coups de poing» menées jusqu'à présent, c'est le caractère relativement massif de la participation des travailleurs et de la population à cette action. Il s'agissait au départ d'une protestation contre la désinformation à laquelle se livrent les mass média à longueur de journée. Allant plus loin, les militants de la CFDT se sont emparés d'un moyen de popularisation extrêment important. La télévision au service de la lutte des travailleurs, voilà qui n'est guère courant. Ce premier essai des militants longoviciens a eu un retentissement extrêmement important ici.

Le soir, entre 100 et 104 MHZ, une sirène d'usine mugit. Puis une voix : *«Ici Radio SOS emploi»*. Cette radio créée pour la lutte, a un impact important. Animée par une équipe dynamique, elle multiplie les émissions originales en donnant la parole aux travailleurs. Une véritable radio au service des luttes, c'est un atout important, et ce n'est pas si mal de parvenir à la réaliser. Jeudi, les militants CFDT de Longwy ont fait mieux, ils ont utilisé la télévision, ce formidable moyen de transmission.

TELE SOS EMPLOI

C'est une grande première sur les écrans télé de la région de Longwy. Les Longoviciens qui ont réglé leur récepteur sur Antenne 2, dans toute la région, jeudi à 13 h 15, ont la surprise de voir apparaître une annonce peu courante *«télé SOS Emploi»*. C'est la première des diapositives confectionnées par des militants et qui sont passées une bonne partie de l'après-midi : *«Opération coup de poing avant la rencontre avec Giraud» «Lutte pour l'emploi dans la sidérurgie», «Venez nous rejoindre au relais» «Réunion de chômeurs à 15 heures au relais», «Tous les soirs, écoutez Radio SOS emploi»*... Entrecoupées de photos des usines ou de manifestations, les annonces se succèdent sur les écrans. L'effet a été considérable. De nombreuses personnes ont défilé tout l'après-midi, au relais TDF, quelques-unes apportant des gâteaux ou du café, tous apportant leur soutien.

LES MASS MEDIA EN ACCUSATION

Les gars commençaient à en avoir assez des inepties quotidiennes déversées à longueur d'antenne, de colonnes, par les grands moyens d'information, à propos de la situation à Longwy et de leur lutte. Plus grave, des grosses colères éclataient à la lecture d'articles franchement crapuleux de certains journaux. Bien sûr la première réaction a été de protester énergiquement. Oui, mais on ne parvient jamais à trouver les responsables. Ce sont toujours d'autres, ou bien *«c'est au dessus»*. Las de cette situation, les militants de la CFDT de Longwy ont décidé de prendre eux-mêmes les choses en main.

UN GROS SUCCES

La bourgeoisie ne pouvait rester sans réaction. Sa télé, son moyen de propagande ! On a entendu dire à de nombreuses reprises dans la journée de jeudi que l'on se remuait beaucoup dans les hautes sphères. Le directeur de TDF en personne téléphonait dans l'après-midi pour annoncer qu'il allait faire couper l'émetteur. Jusqu'à 16 heures jeudi, aucun képi n'était signalé dans les alentours du relais. Le souvenir de l'énergique riposte ouvrière à l'agression policière de la Chiers y ait sans aucun doute pour quelque chose.

Le gros succès de cette opération coup de poing est à mesurer en regard du contexte actuel des manœuvres du gouvernement. Vendredi, le ministre de l'Industrie Giraud recevait les syndicats. Pour les travailleurs de Longwy, il s'agissait de ne pas s'enfermer dans une fausse logique consistant à attendre sagement le résultat des discussions au sommet. *«Il faut parler concret»* disait un militant.

«Tant qu'on n'aura pas de résultats tangibles, on poursuivra nos actions et on ira en augmentant la dose». La partícipation importante des travailleurs de Longwy à l'action de mercredi et jeudi montre que ce point de vue est largement partagé.

Gérard PRIVAT

Après Radio SOS Emploi, les sidérurgistes CFDT de Longwy ont inauguré Télé SOS Emploi. La télé au service de la lutte des travailleurs, ce n'est pas courant...

Contre-plan acier du PS
QUAND MITTERRAND TENTE DE FAIRE PREUVE DE «VOLONTE ET D'IMAGINATION»

François Mitterrand devait venir mercredi soir à Longwy présenter le «contre-plan acier du PS». Il en a été empêché, paraît-il, par les conditions atmosphériques. Certains pensent qu'il avait surtout le souci de passer à la télévision, et ceci dans les meilleurs délais.

Décidément il se spécialise dans les visites-éclair. Déjà le 13 janvier, il avait fait une apparition remarquée, juste le temps de se faire photographier à la manifestation de Metz.

Quoi qu'il en soit, le PS a présenté son plan. Il résulte paraît-il de plusieurs semaines de travaux réalisés par les militants et les experts du PS. Au vue du résultat on pourrait penser que le travail a dû sérieusement être pertuber par les débats de tendances préparatoires au congrès qui doit se tenir, à Metz justement, dans moins de deux mois. La montagne a accouché d'une souris.

Après avoir rappelé que le PS est «un parti responsable» et avoir détaillé *«les moyens techniques et financiers à mettre en œuvre pour le renouveau de notre sidérurgie»*, Mitterrand affirme qu'il est en même temps *«capable de volonté et d'imagination»*. Cette capacité d'imagination ne sort guère de la logique capitaliste.

Donnant au passage un coup de patte à qui vous savez, à droite et à gauche, *«se refusant tout repliement autarcique et en condamnant le national-poujadisme»* il indique que son parti mettra tout en œuvre pour *«un véritable plan-acier européen qui équilibre les chances des partenaires dans la communauté»*.

Et c'est au nom de la conquête des marchés extérieurs qu'il fixe l'objectif d'une capacité de production de 31 millions de tonnes en 1981 pour la sidérurgie francaise.

Pour cela deux projets sont nécessaires, dont la construction d'une aciérie à oxygène, d'une capacité de 1,8 million de tonnes à Longwy, et précise-t-il bien *«à Usinor»*.

Mais le *«volet social»* n'a pas été oublié. Et de citer : *«Arrêt immédiat de toutes les procédures de licenciements, ouverture de négociations tripartites, 5e équipe, 35 heures avec maintien du salaire, droit à la retraite à 55 ans pour les emplois les plus pénibles»*.

Comme il l'indique, *«ces dispositions permettraient de créer des postes: Elles confirment aussi le souci du PS d'améliorer les conditions de travail»*.

Il est vrai qu'on aurait pu l'oublier tant le raisonnement se fonde sur la compétitivité des trusts francais et *«la consolidation de nos percées»* sur les marchés extérieurs.

Au total rien de bien nouveau. Sinon que le PS, par la bouche de son Premier secrétaire, prend nettement position pour une aciérie à oxygène à Usinor-Longwy.

Mitterrand reprend à son compte cette revendication de l'aciérie à Usinor au moment où ce mot d'ordre, mis en avant surtout par les cadres d'Usinor et les dirigeants du PCF, suscite de plus en plus d'interrogations dans la région. Ce mot d'ordre en effet lie le maintien de l'emploi à une hypothétique aciérie et qui occuperait peut-être moins de travailleurs que les installations actuelles. Et aussi parce qu'il divise les travailleurs des différentes usines en conservant la seule usine d'Usinor.

Et au moment même où Mitterrand atterrisait à Metz, à Longwy les ouvriers de la Chiers avaient convoqué l'intersyndicale pour lui dire en particulier qu'ils ne voulaient pas qu'on parle seulement d'Usinor. Mais Mitterrand était trop loin pour les entendre...

Correspondant

Deux liquidateurs retenus par les travailleurs aux fonderies de Gorcy

Jeudi à 13 h 30, les travailleurs des fonderies de Gorcy se sont présentés en masse à l'hôtel où déjeunait le syndic chargé de l'affaire et le nouveau PDG. Ils les ont immédiatement déclarés «séquestrés». En début de soirée, ils étaient toujours sur place. Cette action fait suite à une réunion du comité d'entreprise tenue le matin même et où avait été remise en question la suspension des 90 licenciements obtenus la semaine dernière. En fait, il s'agirait de créer une nouvelle société appelée *«Atelier et fonderie de Gorcy»* qui repartirait immédiatement avec 180 personnes sur 260. Sur les 280 travailleurs restants, 55 iraient en formation sans garantie d'aucune sorte ni sur la formation elle-même, ni sur une quelconque réembauche. Les autres partiraient en pré-retraite ou seraient mutés. C'est une remise en cause flagrante de la promesse faite de suspendre les 80 licenciements. La réaction a été immédiate. Les travailleurs, après avoir assisté en masse et fort bruyamment à la réunion du comité d'entreprise, ont décidé d'exiger le démarrage de la nouvelle société avec les 260 personnes. Pour cela, ils ont pris des moyens efficaces. Jeudi à 19 heures, une réunion commençait avec les *«séquestrés»*, l'inspecteur du travail et une représentante de l'intersyndicale de Gorcy et de Longwy.

Coup de colère à Usinor-Saint-Martin

Plusieurs centaines de travailleurs d'Usinor-Saint-Martin se sont rendus dans les bureaux de l'usine dans l'après-midi de jeudi, pour protester contre la lettre d'avertissement adressée à un militant CGT en fonction de son éventuelle participation au déchargement d'un train de coke. En l'absence de la direction, les travailleurs ont sorti dans la cour les fauteuils et les bureaux du directeur.

Téléphonez au *QdP*
636 - 73 - 76

Gare de Valenciennes jeudi 10 heures
«LES SIDERURGISTES NE VEULENT PAS DEVENIR DES EXPORTES»

Au lendemain de la grande journée interprofessionnelle à Valenciennes les travailleurs d'Usinor-Denain sont à nouveau à l'action. A plusieurs centaines, jeudi matin, et peut-être quelques milliers, ils participent au blocage des voies de communications, décidé par l'intersyndicale CGT, CFDT, CGC, FO de mardi. Et ceci pendant qu'une délégation de la CFDT d'Usinor-Denain est partie rencontrer la CFDT de Longwy pour envisager la coordination des actions. Jeudi matin, les travailleurs d'Usinor-Denain intervenaient en trois points, Valenciennes, Aulnoye-Aymerie et Denain. A Valenciennes ils bloquaient les trains de voyageurs et les trains de marchandises à la gare SNCF ainsi que les abords routiers de la gare. Enfin, ils bloquaient l'écluse de l'Escaut canalisé sous le pont Jacob. A Aulnoye-Aymerie au Sud de l'Avesnois ils bloquaient la gare internationale de marchandises et de voyageurs : à Denain, la gare SNCF était paralysée, ainsi que les grands axes routiers, autoroutes et nationales. Les gares ont été bloquées plusieurs heures et les barrages routiers devaient se déplacer sur les routes dans l'après-midi. Nous sommes à la gare de Valenciennes, jeudi matin à 10 heures. Le long du quai N° 1 le train Valenciennes - Paris est immobilisé ; sur la locomotive un drapeau CFDT devant, sur la voie une banderole CFDT, sur les wagons une pancarte CGT et une banderole CFDT et une inscription tracée à la craie *«Usinor vivra»*.

Sur le quai quelques voyageurs. Nous interviewons un délégué rapidement entouré de sidérurgistes.

Le délégué : «Tous les gars que vous voyez ici sont des gars d'Usinor-Denain ; chacun sait que le gouvernement et le patronat ont condamné Usinor Denain puisque dès le mois de juin, il doit y avoir 5 000 licenciements. C'est la mort de toute une région compte tenu que c'est le dernier bastion industriel du Valenciennois.

Tous les gars que vous voyez ici sont en colère, ils ne veulent pas devenir des assistés. Ce qu'ils veulent, c'est du travail. L'action d'aujourd'hui rentre dans la continuité de la lutte pour l'emploi. Ici ce sont les sidérurgistes du Nord, ailleurs, ce sont les sidérurgistes de la Lorraine ; c'est le même combat. Pour remettre en cause le plan industriel que le gouvernement met en place et que le Premier ministre défend contre tous et mordicus. On n'est pas décidé à se laisser faire. Il faut une continuité dans l'action ; il y aura d'autres choses. Et, si rien ne change ça montera de grade en grade et les gars deviendront de plus en plus méchants. Il faut que le pouvoir le sache. Les gens du Nord sont des gens calmes, dans la mesure où ils ont du travail ; dès qu'on leur retire le pain de la bouche, la tension monte.

— QdP : Combien d'ouvriers participent à l'action ? Plusieurs centaines ?

— Oh oui, il n'y a pas qu'ici : 1 200 à Aulnoye, 1 200 ici, un millier à Denain qui occupent la gare. Tous les trains sont bloqués. Les routes aussi. Pour montrer qu'ils en veulent ils ne sont pas prêts de s'arrêter.

— QDP : Quel accueil recevez-vous de la population de la région ?

— Si on se fie à la manifestation du 16 où il y avait 80 000 personnes on peut dire que la population est dans le coup.

Il y a une prise de conscience générale au niveau de l'arrondissement.

— QdP : On parle de plus en plus d'une marche sur Paris ?

— Nous, ce qu'on voudrait, c'est une marche des sidérurgistes. A ce titre là la CFDT de Denain a envoyé une équipe à Longwy qui devait revenir jeudi pour trouver un terrain, définir une date. Il faut que la sidérurgie lorraine et celle du Nord fassent entendre leur droit au travail en montant à Paris et en exigeant une autre politique industrielle en la matière. Il faut que les sidérurgistes manifestent, quitte à ce que le mouvement s'amplifie après au-delà. Il faut que les sidérurgistes aient leur expression. Il ne faut pas que cela se noie dans un tas d'autres revendications. Il y a celle là qui est bien précise et qui peut s'amplifier avec le complément des autres branches industrielles touchées également par les mesures de récession. La sidérurgie, c'est une branche bien spéciale et bien distincte des autres, on ne peut pas le passer sous silence. La montée de tout le monde à Paris, peut-être dans un deuxième temps. Il faut qu'en haut lieu, ils soient pénétrés de l'idée suivante : *«Les sidérurgistes veulent travailler là où ils sont, ils ne veulent pas devenir des exportés»*.

— Un ouvrier : Où voulez-vous que les jeunes aillent travailler ? Il n'y a rien. 5 000 à Usinor, avec les sous-traitants, cela fait 20 à 25 000 licenciés. En plus j'ai une femme et des enfants...

Bureau National de la CFDT
«TRAVAILLER MOINS POUR TRAVAILLER TOUS ET VIVRE MIEUX»

Edmond Maire tenait jeudi matin une conférence de presse, à l'issue de la réunion du Bureau National de la CFDT. Prenant acte des luttes en cours, et de ce qu'il appelle le *«réveil ouvrier et syndical»*, le B.N. a fait une série de propositions, centrées autour d'un axe, la réduction massive du temps de travail, vers les 35 heures, liées à la lutte contre le chômage.

Pour la direction CFDT, il s'agit à la fois d'imposer des débouchés aux luttes face à Barre et au patronat, de faire l'unité de ceux qui se battent *«parce qu'ils ont le dos au mur»*, et de ceux qui ne se battent pas parce qu'ils ne sont pas dans cette situation, enfin de *«résister à l'engrenage de la violence»*...

Le B.N. propose donc *«une initiative nationale sur un problème central»*, estimant qu'aujourd'hui les circonstances sont favorables à ce type de mobilisation. Trois mobilisations sont soumises au débat dans les fédérations et régions, jusqu'au 10 mars.

1) *«Faire de la réduction massive du temps de travail vers les 35 heures, en liaison avec l'emploi, le thème majeur au moins jusqu'aux vacances»*. Cela prenant des formes diverses, selon les situations : 5e équipe, allongement du temps de pause, des congés, suppression des heures supplémentaires, réduction de la durée hebdomadaire de travail... Le mot d'ordre : *«Travailler moins pour travailler tous et vivre mieux»*.

2) *«Est-ce que nos organisations sont prêtes à s'engager dans des luttes de masse, avec ténacité, au cours des mois qui viennent ?»*, demande le B.N. Là-dessus, la direction CFDT demande des engagements clairs de la part de ses organisations !

3) Enfin, si les deux points précédents sont acceptés, le B.N demande : *«Est-ce qu'une initiative confédérale n'est pas nécessaire pour lancer la campagne ?»*. Il propose par exemple une semaine d'action auprès des chambres patronales et autres interlocuteurs patronaux.

Si la consultation est positive, la direction CFDT s'adressera à la CGT et à la FEN *«pour tenter de rendre unitaire une telle proposition»*.

Enfin, Edmond Maire abordait la question de la marche sur Paris, dont la CFDT *«n'a pas été encore officiellement saisie»*. S'il s'agit de faire converger tous les secteurs en crise sur Paris, Edmond Maire n'est pas chaud : *«Nous ne pensons pas que ce soit la voie de l'efficacité»*. De plus, l'objectif n'est pas clair, pas plus que les solutions. Par contre, il serait favorable à une marche des sidérurgistes, liée à l'action sur le terrain, et... aux négociations avec Giraud... Mais cette initiative serait laissée aux régions sidérurgiques qui doivent se rencontrer la semaine prochaine.

M.C

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cedex 19. Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N°7713 J
CCP N°23 132 48 F - Paris. Directeur de publication : Y. Chevet. Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP. Commission Paritaire : 56 942

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

A partir d'aujourd'hui, et pour quelques temps, nous ouvrons les colonnes de la rubrique à l'exposé de points de vue sur la question de l'Europe. Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue exprimés dès cette demaine, dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

Les révolutionnaires et l'Europe

Le point de vue du KBW de RFA

«Boycott des élections européennes et résiliation des traités de Rome qui ont institué la CEE»

La position du KBW (1) concernant la construction européenne a été fixée dans le rapport politique adopté par le Comité central de cette organisation à Francfort, le 11 mars 1978. Dans la présentation qu'il nous a faite de cette position, le correspondant du KBW à Paris note :

«Ce document examine la question de l'Europe, sous l'angle de la lutte contre l'impérialisme ouest-allemand, ennemi principal du prolétariat ouest-allemand, et de la lutte contre les deux superpuissances, américaine et soviétique, qui sont les principaux ennemis de tous les peuples.

Le KBW considère que le retrait d'Allemagne des troupes des deux superpuissances et des autres puissances impérialistes —britannique, française— d'une part, et la conclusion d'un traité de paix entre les puissances occupantes et les deux Etats allemands (garantissant à Berlin-ouest le statut d'une ville libre et indépendante) d'autre part, sont des revendications nécessaires de la classe ouvrière allemande, car leur satisfaction ferait obstacle aux possibilités d'ingérence des impérialismes étrangers contre la révolution en Allemagne de l'Ouest.

— Quelle position le KBW a-t-il adopté au sujet des élections européennes de juin ?

— Le KBW participe à toutes les élections en Allemagne de l'ouest. Il participe aux élections des communes, des Etats (länders) et de la République. Mais pour les élections européennes de juin prochain, il appellera au boycott, afin de soutenir sa revendication de résiliation des traités de Rome de 1957 qui ont institué la Communauté économique européenne. La politique du KBW sur l'Europe est étroitement liée à sa position sur l'OTAN, il demande le retrait de l'Allemagne de l'ouest de cette alliance impérialiste».

La position fondamentale du KBW est exprimée ainsi dans le document indiqué plus haut :

«La lutte contre la bourgeoisie monopoliste ouest-allemande sera facilitée et la position vis-à-vis de la CEE sera claire, si nous nous en tenons à la ligne fixée dans notre programme quant à la lutte contre les deux superpuissances. L'impérialisme ouest-allemand utilise la CEE pour assurer son hégémonisme en Europe. Compte tenu de l'existence des deux superpuissances, URSS et USA, l'impérialisme ouest-allemand ne peut espérer mener efficacement sa propre action impérialiste que par l'unification de l'Europe sous sa domination. Nous nous opposons à l'hégémonie des deux superpuissances sur l'Europe mais, nous nous opposons aussi à l'hégémonie ouest-allemande dans la CEE. Nous nous opposons aux mesures que prennent les deux superpuissances pour s'immiscer dans les affaires de la CEE. Mais, nous nous opposons aussi bien aux mesures que prend l'impérialisme ouest-allemand pour instaurer et assurer son hégémonie au sein de la CEE. Nous sommes contre toute restriction de la souveraineté du peuple en Allemagne de l'ouest par des puissances étrangers, et nous sommes contre toute restriction de la souveraineté des peuples étrangers, par l'impérialisme ouest-allemand.

Notre position par rapport à la CEE est déterminée par notre position aussi bien vis-à-vis des deux superpuissances que vis-à-vis de l'impérialisme ouest-allemand. La question de la participation ou non à la CEE est l'affaire des différents peuples. C'est l'affaire du peuple en Allemagne de l'ouest et à Berlin-ouest de lutter contre l'ingérence des deux superpuissances en Allemagne de l'ouest et à Berlin-ouest, de soutenir tous les peuples dans leurs luttes pour leur souveraineté complète et d'empêcher l'impérialisme ouest-allemand de s'ingérer dans les affaires des pays étrangers, ou d'opprimer des peuples étrangers. La lutte contre les ambitions hégémonistes des deux superpuissances, le soutien de la lutte des peuples pour la souveraineté complète et la lutte contre les ambitions hégémonistes de l'impérialisme ouest-allemand sont autant de composantes permanentes de la lutte pour la révolution prolétarienne. On peut les résumer dans la revendication du retrait de l'OTAN et de la conclusion d'un traité de paix comme prévu dans notre programme, ce qui implique la résiliation des traités de Rome. Alors que la revendication du retrait de la RFA de l'OTAN est dirigée surtout contre l'impérialisme US, et que le traité de paix doit être conquis surtout contre les deux superpuissances, la revendication de résiliation des traités de Rome est dirigée surtout contre l'impérialisme ouest-allemand lui-même (...).

Il est évident que la revendication du droit à l'autodétermination de la nation allemande sans la revendication d'un traité de paix ne peut que faire le jeu de la bourgeoisie ouest-allemande, car comment le peuple allemand pourrait-il décider de son sort tant que la souveraineté des deux Etats allemands n'a pas été obtenue et imposée dans la lutte contre les deux superpuissances et garantie dans un traité de paix ?

La revendication d'un traité de paix doit être passée même dans le cas où la classe ouvrière réussit à conquérir le pouvoir politique dans l'un des deux Etats allemands. Ce cas présuppose, il est vrai, l'expulsion des troupes de la superpuissance concernée (2), mais aucunement la reconnaissance du pouvoir prolétarien par les deux superpuissances qui, alliées à la bourgeoisie renversée, représenteraient la menace principale pour la révolution et pourraient utiliser à tout moment leurs traités actuels comme prétexte d'intervention (...).

Ainsi, nous revendiquons le retrait de toutes les troupes étrangères de l'Allemagne de l'ouest et de Berlin-ouest et, dans le cadre de la lutte pour un traité de paix, le retrait des troupes étrangères de toute l'Allemagne. Mais, d'autant plus, nous demandons le retrait de toutes les troupes ouest-allemandes de leurs bases en pays étrangers. Ceci, nous le revendiquons afin de soutenir les peuples de ces pays, mais aussi pour empêcher que l'impérialisme ouest-allemand ne crée dans ces bases une réserve d'intervention contre la révolution en Allemagne de l'ouest».

(1) *KBW : Kommunistischer Bund Westdeutschland : Ligue communiste de l'Allemagne de l'ouest.* Le KBW se définit comme *«partie intégrante de l'armée mondiale prolétarienne participant... à la construction du front mondial contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme»*. Il souligne que *«la contribution décisive (des marxistes léninistes ouest-allemands) pour la construction du front uni international contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme ne saura être que la lutte directe contre les aspirations à l'hégémonie des deux superpuissances dans le pays, et le renversement de la bourgeoisie monopoliste ouest-allemande, ennemi principal de la classe ouvrière en Allemagne occidentale et à Berlin-ouest sur la voie de la révolution socialiste»*.

(2) *L'URSS en RDA, les Etats-Unis en RFA.*

* *Tout le Pouvoir aux Ouvriers*

Le point de vue d'AMADA - TPO* de Belgique

«Contre la stratégie globale de l'URSS, nous soutenons l'unification de l'Europe»

«Nous comptons participer à la campagne électorale et introduire une liste, parce qu'on soutient l'unification européenne. Mais on veut qu'à travers notre participation il y ait une vision de cette unification qui soit propagée dans l'ensemble de la classe ouvrière et des masses populaires, qui serve l'indépendance nationale, la démocratie et le socialisme.

Nous nous situons par rapport à la situation mondiale globale L'Union soviétique, à l'heure actuelle, se prépare à une offensive mondiale qui est axée à long terme sur l'Europe.

□

L'URSS en est aux préparatifs, à travers un encerclement stratégique de l'Europe. Celui-ci se fait à travers les guerres et les coups d'Etat que l'URSS mène en Ethiopie, au Yémen du Sud, en Afghanistan, au Vietnam etc... Cet encerclement devrait rendre possible de couper l'approvisionnement en pétrole et en matières premières de l'Europe, au moment choisi par les Soviétiques. Ce qui créerait une hausse complète et permettrait de préparer une situation idéale pour des ingérences et des attaques militaires et donc pour prendre l'Europe occidentale. N'en étant pas capable à l'heure actuelle, ils ont besoin de cette préparation stratégique. Ils font tout pour diviser l'Europe occidentale et maintenir et élargir les divisions existantes.

C'est pour ces raisons que l'Union soviétique mène depuis des années une campagne contre l'unification politique de l'Europe occidentale. Elle essaye de dresser la France contre l'Allemagne en jouant sur les sentiments du passé, et en exploitant aussi toutes les tendances antidémocratiques qui existent en Allemagne.

Il en est de même pour l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans la CEE. Les raisons que donne l'URSS, c'est que si ces pays restent indépendants, leur évolution dans un sens pro-soviétique est plus facilement réalisable. Il existe, notamment en Grèce et au Portugal, des partis qui sont totalement inféodés à Moscou et donc en les détachant de l'Europe elle les met en situation politique et économique très difficile, rendant beaucoup plus faciles toutes les manœuvres que les Soviétiques peuvent mener dans ces pays là.

□

L'URSS a un deuxième axe, c'est d'empêcher l'unité politique entre l'Europe (la CEE) d'une part et d'autre part le Tiers monde et la Chine. On voit leurs attaques contre le rapprochement entre l'Europe et la Chine par exemple quand Brejnev lui-même est intervenu pour empêcher que des pays occidentaux vendent des armes défensives à la Chine qui pourrait ainsi renforcer sa défense nationale, renforçant par là même le front mondial contre les préparatifs de guerre de l'Union soviétique.

Par rapport au Tiers Monde, l'URSS essaye de combattre la collaboration qu'il y a, à l'heure actuelle, entre l'Europe et l'Afrique, au nom de la «lutte anti-impérialiste». Bien sûr, en tant que marxistes-léninistes, nous combattons tous les aspects impérialistes dans les relations de l'Europe avec l'Afrique ; mais nous voyons l'URSS combattre ses relations au nom d'un colonialisme beaucoup plus cruel et beaucoup plus arriéré que l'impérialisme européen. On a l'exemple de l'Ethiopie pour comprendre quelle serait la situation si, effectivement, les Soviétiques parvenaient à briser les liens entre l'Europe et l'Afrique et à mettre les pays africains sous leur contrôle.

□

Une autre tactique de l'URSS, c'est d'endormir l'Europe occidentale et donc d'empêcher qu'il y ait une défense vis-à-vis de la menace soviétique. Ceci s'est mené surtout à travers la conférence d'Helsinki. Nous pensons que les événements actuels au Cambodge peuvent faire comprendre d'une manière extrêmement claire aux Européens quelle est la signification réelle de la conférence d'Helsinki.

Vis-à-vis du Cambodge, jusqu'en octobre 1977 les Soviétiques soutenaient le régime démocratique de Pol Pot et envoyaient des félicitations pour *«sa politique démocratique, pacifiste, neutraliste»* etc... Ils parlaient de *«non ingérence dans les affaires intérieures du Cambodge»*. On a vu qu'en quelques mois ils ont su changer complètement de tactique, au moment où une attaque militaire en règle du côté vietnamien était réalisable. Ils emploient exactement la même tactique vis-à-vis de l'Europe occidentale. Aujourd'hui c'est la *«non ingérence»*, c'est la *«paix»* ; mais dans le même temps ils préparent leurs forces militaires, ils affaiblissent l'Europe. Quand le rapport de forces sera changé de manière qualitative, ils pourront faire la même chose que ce qu'ils font à l'heure actuelle au Cambodge.

□

C'est contre cette stratégie globale de l'URSS que nous soutenons l'unification de l'Europe. Parce que, quand on étudie les forces en présence, tout le monde, y compris l'URSS, est obligé de constater que l'Europe toute seule serait incapable de se défendre du point de vue militaire contre l'URSS.

Les forces européennes, comparées à celles de l'URSS, ne font absolument pas le poids. Si l'Europe veut être indépendante des USA ce qui est pour nous une nécessité — une politique d'indépendance vis-à-vis des USA présuppose une politique autonome, d'unité, cela surtout dans le domaine de la politique étrangère et de la politique militaire. Nous sommes donc pour une coordination de la politique de tous les Etats de l'Europe occidentale dans le domaine mondial. Si elle parle d'une même voix, elle peut avoir une influence sur les événements du monde, et notamment une influence positive dans la lutte contre les deux superpuissances et surtout contre les ingérences des Soviétiques. C'est seulement avec une politique de défense unifiée que l'Europe peut avoir la possibilité de résister à l'Union soviétique.

En ce qui concerne cette politique de défense, bien entendu, en tant que marxistes-léninistes nous avons notre opinion de ce que doit être une puissance démocratique efficace. Nous sommes pour une défense qui se prépare à une guerre défensive, où le peuple en armes serait le facteur essentiel. Cela implique que les droits démocratiques pour les masses populaires soient garantis, pour que le peuple puisse se mobiliser pour une juste cause : l'indépendance nationale. Ainsi nous combattons la politique militaire qui est appliquée à l'heure actuelle par la bourgeoisie monopoliste.

Notre stratégie est la révolution socialiste dans nos pays. Mais les forces de la révolution, les marxistes-léninistes et le prolétariat conscient et organisé sont encore très faibles dans nos pays, tandis que les forces de la guerre sont très bien organisées et bien préparées (l'URSS). La préparation de la révolution prolétarienne est une lutte de longue haleine. Dans cette lutte nous sommes obligés de distinguer différentes phases qui nous en rapprochent. Nous serons obligés de passer par une phase et c'est dû à la réalité de l'Europe — où il s'agira de défendre l'indépendance nationale de nos pays contre des ingérences et contre des guerres d'agression provenant de l'URSS. C'est à travers cette phase que l'on pourra créer les conditions matérielles et politiques pour accéder ensuite à une phase de préparation directe de la révolution socialiste victorieuse dans nos pays. L'unité européenne s'insère dans l'ensemble de notre stratégie.

□

Nous savons qu'il y a un autre aspect de l'unification européenne c'est qu'elle se fait à l'heure actuelle sous la conduite de la bourgeoisie monopoliste, notre ennemi direct. Il y a donc nombre de facteurs négatifs dans cette construction européenne. C'est pour cela que, dans notre campagne, nous mettrons l'accent sur l'unité au niveau des marxistes-léninistes et l'unité au niveau syndical (pour les entreprises qui dépendent d'une même entreprise-mère ou pour la sidérurgie) au plan européen. Nous soutenons l'unité syndicale à la base, l'échange des délégations syndicales et tous les efforts de l'ensemble du mouvement syndical pour prendre contact et organiser la lutte syndicale des ouvriers au niveau européen.

Nous combattons tous les aspects négatifs de l'unification européenne : les attaques contre les droits démocratiques des masses travailleuses et celles contre les acquis sociaux et économiques de la classe ouvrière. Il s'agit d'organiser la lutte dans chaque pays et la coordination entre les ouvriers des différents pays. Deux exemples :

• Pour ce qui est de l'atteinte aux droits démocratiques, l'Allemagne (RFA) est en position de flèche : fichiers contre tous les révolutionnaires et les démocrates ; contrôles policiers ; interdictions professionnelles ; liquidation des droits de la défense etc. Il est essentiel pour nous de soutenir nos camarades allemands qui se battent dans les conditions les plus difficiles. Nous mettons l'accent sur l'unité de tous les démocrates en Europe occidentale, pour combattre toutes les attaques contre les droits démocratiques comme en Allemagne. Mais nous voulons mentionner que les droits démocratiques sont attaqués de manière plus systématique dans l'autre partie de l'Allemagne (RDA) sous occupation soviétique et en Union soviétique elle-même.

• Pour ce qui est des droits sociaux et économiques, prenons le cas de la sidérurgie. Nous soutenons l'unité de tous les ouvriers de ce secteur en Europe, contre les rationalisations, les licenciements, l'accentuation de l'exploitation. (Cadences, cadeaux aux patrons par les différents Etats). Nous défendons le mot d'ordre fondamental de notre Parti : se battre pour la nationalisation sans indemnisation de la sidérurgie. Toutefois si une telle mesure était prise, le système capitaliste ne disparaîtrait pas pour autant, mais on aurait une situation de lutte plus favorable que ce qui se présente à l'heure actuelle».

Ludo MARTENS
au nom du Bureau politique d'AMADA - TPO

Elections cantonales

LE DERNIER CARRÉ DES NOTABLES

Par Nicolas DUVALLOIS

Sourires et poignées de main : les cantonales restent le terrain de prédilection des notables rancis. ►

Dans une semaine va débuter officiellement la campagne électorale des cantonales. Dimanche 18 mars, près de 17 millions d'électeurs sont appelés aux urnes pour élire 1 834 conseillers généraux, la moitié du total des élus départementaux.
Si l'on s'en réfère aux chiffres précédents, on peut estimer que 11 à 12 millions de personnes se déplaceront pour ce vote.
C'est loin d'être négligeable. Outre le nombre d'électeurs sollicités, il y a un double intérêt à ces élections cantonales.
Tout d'abord, il s'agit de renouveler pour moitié le conseil général de chaque département ; les pouvoirs de cette assemblée départementale sont certes limités, mais ils ne sont pas nuls.
Ensuite, ces élections sont les premières qui surviennent après les législatives de mars 1978 ; leur résultat pourra donner une indication sur les rapports de force aujourd'hui, même si les comparaisons hâtives doivent être évitées.

Survenant tout juste un an après les législatives, les résultats des cantonales ne vont pas manquer de susciter des comparaisons. Pour une part, celles-ci peuvent être justifiées : le nombre d'électeurs concernés est suffisamment important pour qu'un mouvement «en profondeur» soit perceptible au niveau des cantonales. Quand le PS obtint, aux cantonales de 1976, 26,28 % des voix, cela traduisait un mouvement qu'on allait retrouver aux municipales de l'année suivante, et dans une moindree mesure aux législatives de 1978.

Pourtant, l'aspect principal est que les cantonales font entrer en jeu un certain nombre de particularités qui interdisent toute véritable comparaison avec les législatives, et à plus forte raison avec celles de l'année dernière. Il n'est qu'à regarder les résultats des quatre dernières cantonales, en mars 1976, septembre 1973, mars 1970 et septembre 1967 pour s'en convaincre.

Des abstentions par millions

Une première constatation s'impose : le taux d'abstention des cantonales est infiniment supérieur à celui des législatives. En septembre 1967, ce taux atteint 42,67 % ; pour les législatives de la même année, en mars, il n'est que de 19,10 %. Même phénomène en 1973, où législatives et cantonales ont lieu la même année : 18,75 % d'abstentions pour les premières, 46,6 % pour les secondes. Le fait que plusieurs millions d'électeurs aillent aux urnes pour un type de scrutin et pas pour l'autre modifie évidemment les données. Il convient cependant de préciser que les abstentions sont moindres dans les années où les cantonales sont les seules élections : 38,96 % en 1970 ; 34,74 % en 1976.

Politisation faible

Deuxième constatation : l'éclatement des candidatures, particulièrement sensible à droite. Cela tient essentiellement au poids des «notables», médecins, notaires, propriétaires terriens, etc. Depuis la guerre, et avec une accélération très rapide depuis une dizaine d'années, ceux-ci sont exclus du devant de la scène nationale des politiciens, l'assemblée. Ce sont les partis qui désignent les candidats députés, et qui les contrôlent une fois élus. Les faibles pouvoirs politiques des conseils généraux en font un des derniers bastions des notables, si florissants sous la IIIe République. En valeur absolue, ce sont les «agriculteurs propriétaires exploitants» qui sont les plus nombreux dans les conseils généraux, suivis par les médecins, les «rentiers, pensionnés, retraités civils» et les instituteurs. Ce phénomène reste valable même s'il tend à s'atténuer au fil des années.

On en retrouve la trace dans les résultats électoraux. La nébuleuse des «divers gauche», «modérés favorable à la majorité», «action locale» et autres «divers droite» atteignaient 15 % en 1976, ce qui est loin d'être négligeable. Il est vrai qu'en 1967, ces mêmes «divers» faisaient près de 25 % des voix aux cantonales !

La troisième constatation qu'on peut faire, et qui interdit toute comparaison poussée entre les résultats des législatives et ceux des cantonales, tient à la nature même de ces dernières. Nombre d'électeurs se déterminent non pas en fonction du parti auquel appartient le candidat, mais en fonction du candidat lui-même, et cela s'explique facilement. Sans même parler du phénomène de parachutage, qui connaît les candidats députés dans une circonscription de 70, 100, voire 150 000 électeurs ? On vote en fait pour un parti, en fonction de la représentation qu'en donnent les média de la bourgeoisie. Or, un canton compte entre 5 et 15 000 électeurs, au grand maximum. Il couvre un territoire géographique des plus restreints, et ce resserrement permet évidemment une personnalisation très poussée des candidatures. Il n'est pas rare de voir des électeurs voter pour tel candidat aux cantonales, alors qu'ils avaient voté pour un autre parti aux législatives.

Les scores du PCF majorés, les scores du RPR minorés

Le PCF fait actuellement grand battage sur les cantonales. On comprend pourquoi : il attend un score non négligeable, supérieur à celui des législatives, et qui lui permettra de démontrer qu'il est en pleine expansion, sans que sa crise interne lui ait porté des coups.

Déjà il argue des résultats des 40 cantonales partielles qui ont eu lieu depuis mars 78 pour parler de progression. En fait, les scores du PCF ont toujours été plus élevés dans des cantonales que dans des législatives : en mars 67, le PCF obtient 22,46 % des voix au législatives. Il obtient 6 mois plus tard 26,23 % aux cantonale·. Même phénomène, plus atténué cependant, en 1973 : 21,34 % aux législatives, 22,76 % aux cantonales.

Les cocoricos que poussera le PCF au soir du 18 mars prochain méritent donc d'être d'ores et déjà nuancés. Reste à expliquer pourquoi le PCF obtient des scores flatteurs dans ce type de scrutin. Outre le poids de la «personnalisation» évoqué plus haut, on peut penser qu'une petite frange d'électeurs est séduite par les qualités de «gestionnaire» du PCF, sans pour autant vouloir lui donner un trop grand poids au niveau national. Et il faut ajouter que ceux qui ont la pratique de la gestion du PCF dans un conseil général, comme en Seine-Saint-Denis, commencent à en tirer les conséquences : dès 1976, les voix du PCF ont diminué en Seine-Saint-Denis, alors qu'elles augmentaient globalement !

Si l'influence du PCF est majorée lors de ces élections, celle des gaullistes, chiraquiens aujourd'hui, est minorée, et cela aussi contribue à fausser toute comparaison. Trop occupés à investir le pouvoir central et à mettre en place l'Etat-UDR, les gaullistes se sont longtemps désintéressés des conseils généraux, jugés peu rentables, au sens politicien du terme.

En 1967, à l'apogée du règne de De Gaulle, les gaullistes obtenaient 14,55 % des voix aux cantonales. La même année, ils raflaient 37,75 % aux législatives ! La situation ne s'est pas améliorée depuis : 15,64 % en 1970, 12,7 % en 1973 et 10,79 % en 1976 ! Le niveau de départ est trop bas pour que le RPR puisse espérer se rapprocher en mars de son score des législatives.

Ainsi donc, si elles peuvent fournir des éléments sur les rapports de force entre partis bourgeois à un moment donné, si elles mettent en jeu des places dans un conseil général dont le rôle n'est pas si négligeable que cela, les cantonales ne sauraient être comparées aux élections de l'an dernier.

Les conseils généraux

Les conseils généraux : 10 % du budget de l'Etat entre leurs mains

Si les élections cantonales ne suscitent pas un intérêt majeur, c'est bien parce que les conseils généraux, assemblées départementales, sont eux-mêmes de peu d'intérêt. Nous vivons sous un régime centralisé, et l'essentiel du pouvoir est concentré entre les mains de l'Etat bourgeois et de son administration. Rien ne peut se faire dans un département sans que préfets ou sous-préfets, émanations du pouvoir central, n'aient donné leur accord. Pourtant, il serait erroné de dire que les conseils généraux n'ont aucun pouvoir et qu'ils n'existent que pour la forme.

Ils émargent à la feuille jaune

C'est en effet le conseil général qui a la charge du budget départemental. Celui-ci n'est pas négligeable puisqu'il est, pour l'ensemble des départements métropolitains, de l'ordre de 10 % du budget de l'Etat. Les recettes proviennent des subventions de l'Etat, du produit de l'exploitation des domaines départementaux mais aussi du produit des impôts locaux : les fameuses feuilles jaunes, qui sans cesse portent trace de nouvelles augmentations, sont en partie déterminées par le conseil général. Lutter contre la hausse des impôts, c'est aussi lutter contre le conseil général.

Il n'est pas possible ici d'entrer dans le dédale des réglementations administratives qui touchent à l'organisation du budget départemental. Disons en gros que d'une part le préfet peut casser, ou infirmer, un choix du conseil général, et que d'autre part, ce même conseil général partage toujours sa responsabilité — et son engagement financier — soit avec l'Etat, soit avec les municipalités, soit avec les deux à la fois. Cela dit, les décisions du conseil général au travers de son budget, touchent directement la vie des travailleurs et de la population du département.

Un domaine assez vaste

Pas plus que les municipalités, nos luttes ne doivent épargner les conseils généraux. Une liste, non exhaustive, permet de situer les domaines où le conseil général a une part de responsabilité : l'installation d'une zone industrielle, la construction de locaux pour les syndicats, l'aménagement de la voierie, la gratuité des transports en commun pour les personnes âgées ou pour les chômeurs, l'entretien des monuments, le développement des transports en commun, le traitement des eaux usées, l'installation des égouts, la construction de crèches, la participation à l'équipement des hôpitaux, la construction des écoles, la mise en œuvre de mesures contre la pollution, la création de maisons de la culture ou de MJC, l'installation de centres aérés, d'équipements sportifs ; tout cela est peu ou prou du ressort du conseil général. Il peut même décider de l'octroi de subventions à des travailleurs en lutte, même si, en l'occurence, le préfet a le droit de casser cette décision.

Elleinstein au 23e congrès

DEUX PAS EN ARRIERE

En avril 1978, les articles publiés par Jean Elleinstein dans *Le Monde* avaient été considérés comme un des temps forts de la contestation au sein du PCF. Elleinstein représente en effet un courant auquel se réfèrent un certain nombre de militants oppositionnels. Celui qui est encore directeur adjoint du «centre d'étude et de recherche marxiste» récidive cette semaine, toujours dans *Le Monde*. Les idées qu'il exprime, la manière dont il se situe, autant d'éléments qui vont sans doute être les axes de bataille du courant «elleinstenien» dans la préparation du 23 ème congrès.

En avril 1978, le temps était à la critique. Alors que les militants du PCF, touchés de plein fouet par l'échec de la gauche un mois plus tôt, multipliaient les interrogations, Elleinstein précisait un certain nombre d'angles de critiques de la direction : quelle part la direction du PCF a-t-elle dans l'échec de mars, qu'en a-t-il été de sa pratique de l'union de la gauche, qu'en est-il de la démocratie interne ?

Aujourd'hui, Elleinstein maintient ses critiques, mais il va plus loin : ses articles du *Monde* sont aussi un condensé des positions qu'il souhaiterait voir prendre en compte par le PCF. Sans grandes illusions d'ailleurs, puisqu'il s'exprime dans *Le Monde* sans même attendre la possibilité d'une hypothétique tribune dans *l'Humanité*.

ELOGE DE L'AUSTERITE

Partant des questions qui existent effectivement dans le PCF, Elleinstein fournit des réponses et des propositions qui le situent plus nettement que jamais dans la mouvance de la social-démocratie. Prenons un exemple :

Elleinstein constate l'échec des expériences réformistes du type suédois ou autrichien, il constate l'échec de ce qu'il appelle *«le communisme en Orient»*, c'est-à-dire principalement l'URSS, et il constate enfin l'échec des partis communistes occidentaux créés dans les années 20, qui n'ont pas *«réussi à mener à bien la révolution qu'ils voulaient faire à l'origine»*. Certes. Mais il en déduit qu'il convient de chercher une *«troisième voie»* qui s'apparente étrangement aux propositions social-démocrate de gauche : procéder de manière *«graduelle»* à des *«réformes de structures»* qui, mises bout à bout, formeraient à un moment donné le *«socialisme»*. Cette recherche d'une troisième voie, Elenstein en voit l'illustration dans les politiques du PC italien, et dans une moindre mesure du PC espagnol. Il pratique même la surenchère avec eux dans l'appréciation de ce qui serait *«possible»*, et de ce qui ne le serait pas. Il va jusqu'à écrire : *«Il faut avoir le courage de dire aux travailleurs la vérité et de prendre les mesures nécessaires au rendement économique. Cela peut signifier dans certains cas, dans certaines entreprises, dans certaines régions, l'adoption de mesures de sauvetage pour lesquelles des sacrifices devront être demandés à tous (...) il faut comprendre que tout n'est pas possible et que l'on ne peut transformer la société qu'à partir des réalités économiques»*. Voilà qui est édifiant. Une telle position, aux antipodes du marxisme-léninisme, entraîne bien sûr Ellenstein à souhaiter que le PCF abandonne ce qui lui sert de références formelles au marxisme-léninisme : assez du léninisme, assez du matérialisme dialectique, s'écrit le directeur du centre d'étude et de recherche marxiste !

EN MARGE DE LA CONTESTATION

En clarifiant et en explicitant ses positions politiques, Elleinstein clarifie par là même ce qu'il en est de la contestation au sein du PCF. Celle-ci est massive, et Elleinstein le montre bien : *«Nombreux sont les communistes qui quittent le parti sur la pointe des pieds ou qui ne fréquentent plus les réunions (...). Les communiqués triomphalistes cachent en réalité un trouble profond parce que nombre de communistes s'interrogent sur les buts et les moyens de leur parti»*. Les questions posées sont partout les mêmes : le fonctionnement interne, les rapports avec l'URSS, le type de socialisme à construire, le rapport aux masses, etc...

Mais les réponses sont différentes.

Elleinstein situe sans ambiguité son combat dans le cadre du PCF, et pour faire évoluer celui-ci dans une voie à mi-chemin entre celle du PCI et celle de la social-démocratie. Sa question n'est pas de savoir pourquoi le PCF est devenu un parti bourgeois, ni même s'il l'est vraiment, mais de savoir pourquoi le PCF, parti bourgeois, garde encore des spécificités par rapport aux autres partis de ce type.

En prenant position, dès avril 1978, contre la direction, Elleinstein a pris une place non négligeable dans la contestation. Le drame pour lui, c'est que si les questions politiques et la réflexion ont mûri chez nombre d'oppositionnels, lui continue à les poser dans les mêmes termes.

En ce sens, et malgré la virulence de ses propos contre la direction, Elleinstein apparaît aujourd'hui comme en marge des vraies questions politiques qui se posent aujourd'hui chez les oppositionnels du PCF.

N.D

• Mitterrand pour le désistement systématique aux cantonales

Mercredi 21 février, Mitterrand s'est prononcé pour le désistement systématique aux élections cantonales, du candidat socialiste *«en faveur du candidat communiste s'il arrive derrière lui au premier tour»*. Le premier secrétaire du PS entend ainsi apparaître le plus chaud partisan de l'union : *«ce qui nous unit au parti communiste est plus important que ce qui nous divise»*. Par ailleurs Mitterrand rappelle à l'ordre le PCF à propos de ses refus de désistement lors des élections municipales partielles à Hyères et de l'élection du président du conseil d'Aquitaine.

• Tolbiac : répression et riposte

Ce jeudi, le Mouvement d'Action syndicale (MAS) de Tolbiac appelait à un meeting sur «la justice en France», avec la participation du Mouvement d'action judiciaire. Ce meeting a été interdit par Lyon-Caen, directeur du centre Tolbiac, sous prétexte de «l'actualité brûlante» du sujet (c'est le lendemain que devaient être jugés en appel les quatre autonomes de la gare Saint-Lazare).

La raison réelle de l'interdiction est ailleurs : le MAS devait révéler que Lyon-Caen leur avait demandé, ainsi qu'aux autres organisations syndicales, de faire la chasse aux autonomes. Le MAS ayant refusé de jouer ce rôle de flic — quelles que soient par ailleurs ses divergences avec les autonomes — l'interdiction du meeting du MAS constituait une riposte directe à ce refus de collaborer. Et, curieusement, dans la nuit de mercredi à jeudi, le local du MAS était saccagé par des inconnus.

Jeudi à midi, plusieurs centaines d'étudiants se regroupaient dans un amphi pour envisager la riposte. Après un débat parfois animé, les étudiants présents s'entendaient sur le principe de tenir un meeting de protestation jeudi prochain. Pour la préparation de ce meeting, rendez-vous lundi, 14 heures, à la cafétéria.

Correspondant Tolbiac

LUTTES

Dunkerque : les pompiers occupent l'hôtel des impôts

Jeudi à l'appel de la CFDT de Dunkerque, environ 200 pompiers du Nord-Pas-de-Calais se sont réunus, pour rappeler leurs revendications déposées pour leur grève nationale. Ils n'ont pu sortir les camions, car la veille au soir, le président de la Communauté urbaine de Dunkerque, Denvers, député PS, leur avait envoyé des textes de loi l'interdisant. Cette pression fait suite à la manifestation du 16, où les pompiers de Dunkerque, très remarqués, avaient défilé avec leur matériel en queue de la manifestation. Les pompiers se sont heurtés à un barrage devant la sous-préfecture. Pendant trois quarts d'heure, une sirène à manivelle a été mise en action, les pompiers se relayant pour la tourner en la faisant beugler dans les oreilles des flics. Puis, les pompiers s'en vont en criant à la dispersion. En fait, ils se regroupent à la caserne pour prendre leurs véhicules privés. Ils repartent alors à l'hôtel des Impôts qui sera occupé pendant plus d'une heure, alors que la police les attendait à l'hôtel de ville. Les flics pénètrent par derrière, mais les pompiers s'allongent et tapent du casque par terre. Malgré les avertissements et les menaces, ils occupent jusqu'à 18 heures. Ensuite, ils se dirigent vers la caserne de Mardyck, qui n'est pas en grève, pour leur expliquer les motivations de leur mouvement, les convaincre et les mobiliser.

Corr. Dunkerque

Dans les municipalités d'union de la gauche

Les élus socialistes minoritaires se sentent les otages du PCF

Une centaine d'élus du PS représentant 81 municipalités, ont participé mercredi 21 février à une journée d'étude portant sur *«la pratique de l'union de la gauche dans les municipalités où les élus locaux sont minoritaires»*. Tirant le bilan de deux ans de gestion commune, les élus socialistes se déclarent encore fidèles à l'union de la gauche mais font état de *«désaccords de plus en plus fréquents sur les méthodes de gestion et l'exercice de la démocratie au sein du conseil municipal»*. Soumis à la rude épreuve des méthodes de travail du PC, ils mettent en avant aujourd'hui le principe *«l'union est un combat»*. A Reims comme à St Etienne les réunions du conseil municipal promettent d'être chaudes ! Les socialistes se plaignent du *«fonctionnement d'instances municipales qui étouffent toute initiative, (du) poids des permanents, (du) recrutement orienté du personnel communal, (... du) manque d'information des élus (... des) moyens mis en œuvre pour limiter au maximum l'expression des élus socialistes»*.

Plus profondes sont les divergences entre PS et PC sur la conception des rapports entre les élus et la population. Les élus PS déplorent que le PC se serve de l'information municipale pour *«faire entériner les décisions de la municipalité»* et qu'il *«entend favoriser les associations qu'il contrôle»*.

Face à la gestion bureaucratique du PC et à sa subordination de la vie associative au parti avancent cinq propositions assez vagues qui mettent en avant des «initiatives à la base», «des méthodes de gestion plus ouvertes». En usant de l'enveloppe de la «démocratie locale», le PS cherche à renforcer la position de ses élus locaux même là où ils sont minoritaires. Aussi pour le PS il n'est pas question ni de se retirer des mairies PC ni d'apparaître comme les otages de ce parti.

Achetez
le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

Un reportage du Quotidien du Peuple

L'Espagne est à l'heure électorale, avec le renouvellement du Parlement le 1er mars, et un peu plus tard, en avril, les municipales qui ont été sans cesse repoussées depuis plus de deux ans. Démocratisation jusqu'à quel point et pour qui ?
En Euskadi, où commence ce reportage, le peuple basque a sans doute, comme nous le verrons, avancé lui aussi dans la conquête de certains droits sur les plans politique, culturel, ou dans le domaine de la lutte syndicale. Mais, les éléments négatifs se sont également accumulés dans la période récente, avec sur fond de chômage, la répression et l'enchaînement des violences dont l'issue paraît incertaine.

ESPAGNE : la démocratie au pied du mur !

Un reportage de Frédéric FERRER

ETA, KAS ou la lutte à outrance ?

L'ETA a renvendiqué près de 25 exécutions dont celles de deux officiers supérieurs depuis le 1er janvier. Plus discrètement, elle prélève chaque jour «l'impôt révolutionnaire» que certains industriels basques considèrent désormais comme un deuxième fisc. Malgré les arrestations quotidiennes, la collaboration renforcée des polices française et espagnole, elle continue ses actions, défiant la présence de plus de 10 000 policiers stationnés au Pays basque Sud.

Tout cela indique une forte organisation et surtout, comme tous s'accordent à le reconnaître, un minimum d'audience sans laquelle tant d'opérations ne sauraient être menées.

Le prestige d'ETA vient essentiellement des actions menées sous le franquisme, comme l'exécution du dauphin de Franco, l'amiral Carrero Blanco, qui avait ouvert une grave crise de succession ou celle du commissaire Melitón Manzanas, tortionnaire haï des masses. D'autres fois, les commandos de l'ETA étaient intervenus pour séquestrer un patron intransigeant, et contribuer à donner une issue favorable à une grève difficile. A cette époque, l'organisation armée choisissait des cibles claires et portait des coups réels au régime franquiste, en visant très haut. Aujourd'hui, elle s'attaque indistinctement aux gardes civils et aux policiers armés qui occupent le Pays basque, autrement dit le menu fretin des corps de répression. Depuis peu, elle s'en prend également à des militaires ; récemment un lieutenant-colonel, après qu'un général ait été tué en plein Madrid.

Il y a donc une nette différence de tactique d'une époque à l'autre et les cibles actuelles de l'ETA ne peuvent plus, quelle que soit l'hostilité à l'égard des forces d'occupation, faire la même unanimité dans le peuple. Et l'attaque directe contre les cadres de l'armée n'affaiblit pas vraiment le régime ; au contraire, elle encourage des réactions violentes des secteurs fascistes de cet appareil d'Etat hérité du fascisme. Dans ces circonstances, le gouvernement renforce son arsenal répressif, passant de la loi antiterroriste, au décret-loi sur l'insécurité des citoyens et trouve là prétexte à freiner le processus d'autonomie du Pays basque *«pour ne pas céder sous la pression du terrorisme»*.

NOUVEAUX GUDARIS ?

Malgré cette tactique qui pose question, l'ETA continue de bénéficier d'une image de marque dans une large frange du peuple. Ses militants sont souvent comparés aux Gudaris* qui combattirent l'armée franquiste, y compris dans les milieux influencés par le PNV (1). Et la solidarité leur est acquise face à la répression. Le secteur de la population qui appuie nettement l'ETA est cependant assez nettement délimité. Ce sont les indépendantistes radicaux regroupés autour de la coalition électorale «Herri Batasuna»*. Il s'agit pour l'essentiel du regroupement de deux partis tolérés bien qu'illégaux, (HASI et LAIA). Cette coalition qui recrute surtout dans la petite bourgeoisie basque est créditée par les sondages de 6 % des voix aux prochaines élections.

C'est loin d'être négligeable, d'autant que le seul quotidien de la gauche abertzale, *Egin* est maintenant sous leur influence. Leurs meetings électoraux, enflammés, peuvent aussi réunir 3 000 personnes dans une banlieue ouvrière comme Sestao ; ils ont été également capables de convoquer des concentrations deux ou trois fois plus nombreuses, dans d'autres circonstances.

«Qu'ils partent !», ce mot d'ordre qui vise les forces de répression du pouvoir central de Madrid, est inscrit partout dans le vieux San Sebastian.

Cette coalition, circonscrite, est aussi un noyau politique actif qui, dans les faits, constitue un relais organisé, favorable à la lutte armée, bien qu'on ne puisse considérer Herri Batasuna comme une «branche légale» de l'ETA.

DANS LA CLASSE OUVRIERE UNE PRESENCE DISCUTEE

Dans la classe ouvrière, concentrée dans les grandes usines de Bilbao, de Vitoria, ou dans de multiples PME, surtout de Guipúzcoca, leur influence (2) recoupe celle de «LAB» syndicat nationaliste, comme eux membre du KAS (coordination patriote socialiste) où l'ETA (militaire) siège comme observateur. Ce syndicat est arrivé en 4e position aux dernières élections professionnelles de Biscaye et Guipúzcoa, loin derrière les centrales : commissions ouvrières, l'UGT et ELA-STY, cette dernière dirigée par le Parti Nationaliste Basque. LAB ne paraît pas disposer d'une ligne syndicale autonome bien définie, en dehors de son attachement proclamé à la pratique des assemblées ouvrières, et son organisation semble très lâche. De plus, il est déchiré par l'opposition croissante qui se manifeste entre «Herri Batasuna» et EIA (3), qui ne soutient pas l'ETA, détient la direction du syndicat en Guipúzcoa et s'en est retiré en Biscaye.

D'autre part, certaines des dernières actions de l'ETA ont eu des conséquences douloureuses pour la classe ouvrière, provoquant même des manifestations de protestations. C'est ainsi, lors de l'attentat contre la centrale nucléaire de Lemoniz qui a coûté la vie à deux ouvriers, lors du vol de la paie des *«Hauts Fourneaux de Biscaye»* dont le patron a pris prétexte pour annuler des dépenses qu'il devait faire contre la pollution, et aussi lors de l'intervention à «Multiplaz», où l'ETA a posé une bombe au 90e jour de grève, provoquant ainsi une grande division parmi les ouvriers.

«Souvent, m'a précisé Kepa Otxandiano, secrétaire d'Euskadi du syndicat unitaire, *il arrive que les travailleurs dont l'usine ferme et qui sont gagnés par le sentiment d'impuissance que l'on peut avoir dans un tel cas, s'écrient «que vienne l'ETA !» En général, les affirmations en faveur de l'ETA sont ainsi des positions désespérées de travailleurs démobilisés par le comportement des réformistes. Et cela est le fait d'ouvriers tant d'origine basque que d'autres nationalités».*

Il discerne une certaine baisse de prestige de l'ETA, *«bien que celle-ci ne soit pas trop rapide»*.

On peut en voir une preuve dans l'écho très limité de la grève générale lancée par Herri Batasuna le vendredi 9 février en riposte à l'arrestation du dirigeant nationaliste Telesforo Monzón et contre l'extradition des militants basques. Ce jour-là, *La Unidad,* quotidien du soir, pouvait titrer, *«Matin calme en Euskadi»* et j'ai pu vérifier qu'effectivement la situation était pratiquement normale. Seuls se sont arrêtés ce jour-là quelques Ikastolals (4) et des ateliers isolés. A la General Electric de Bilbao (4 000 ouvriers), le mot d'ordre s'est traduit par le débrayage d'un atelier de 150 personnes pendant deux heures. Même s'il faut tenir compte de l'intense contre-propagande du PNV et des syndicats réformistes et révisionnistes et de l'isolement total de Herri Batasuna sur ce point, cela témoigne tout de même de la faible capacité d'organisation dont dispose le courant pro-ETA dans la classe ouvrière basque.

L'impression qui ressort de la situation actuelle, c'est d'une part que le noyau favorable aux actions armées connaît un regain d'activité notable avec le ralliement de personnalités comme Telesforo Monzon, Patxi Letamendia et Mikel Castells à Herri Batasuna (5) ; d'autre part, que cela n'empêche pas une certaine dévalorisation de l'image de l'ETA, dans l'ensemble du peuple.

OU VEUT DONC EN VENIR L'ETA ?

Au fond, ce qui décidera dans l'avenir de l'audience de l'ETA, ce sont deux facteurs : l'actuelle insatisfaction du peuple basque, motivée par les limites des propositions de démocratie et d'autonomie, va-t-elle se prolonger ? Surtout, l'organisation armée ETA est-elle en mesure d'ouvrir des perspectives concrètes pour répondre aux aspirations du peuple basque ?

Pour la branche politico-militaire, responsable par exemple de l'enlèvement récent du directeur de Michelin-Lasarte, la lutte armée ne doit jouer présentement qu'un rôle secondaire. Aussi se contente-t-elle d'actions de faible envergure qui visent à soutenir la lutte des masses, tout en prélevant, par ailleurs, sa part de l'impôt révolutionnaire. Pour l'ETA (militaire) branche aujourd'hui nettement plus active, qui a beaucoup recruté depuis la démocratisation, et qui est responsable de la plupart des attentats de ces derniers temps, les choses sont moins claires.

Ses défenseurs expliquent que l'ETA veut forcer le gouvernement à négocier sur la base de l'alternative mimimum du KAS (7), dont le point central est un statut d'autonomie incluant la reconnaissance du droit à l'autodétermination.

Toutefois, la tactique qu'elle suit depuis quelques mois, semble relever plutôt de la guerre à outrance qualifiée par beaucoup de *«tentative déstabilisatrice»*. C'est ainsi en tous cas qu'elle apparaît, y compris à nombre de ses sympathisants. Bien que le PNV et le PSOE (8) engagent ouvertement le gouvernement à négocier avec l'ETA, et que, selon Txiqui Benegas, socialiste et ministre de l'Intérieur du Conseil Général Basque une volonté de contact ait existé de part et d'autre l'an passé, il paraît douteux qu'un gouvernement madrilène accepte dans l'actuel rapport de forces d'entamer une négociation sur le terrain proposé par l'ETA.

Cela pose deux questions qui sont précisément au cœur des débats politiques en Euskadi et dans toute l'Espagne.

D'abord, comment apprécier le processus de démocratisation et de règlement des conflits nationaux ? Autrement dit peut-on suivre José Antonio Barandiaran du Comité Central de Hasi lorsqu'il affirme : *«En Euskadi, on ne peut parler de démocratie, quand l'option indépendantiste n'est pas légalisée, quand toute manifestation publique est systématiquement réprimée, quand la torture est notre pain quotidien»* ?

Enfin, quels sont les risques réels de retour en arrière, et les chances qu'auraient la classe ouvrière et les peuples d'Espagne de sortir victorieux de l'affrontement préconisé par ETA ?

La suite dans notre prochaine édition

*Gudari : *en langue basque, soldat.*
(1) PNV : Parti nationaliste basque
(2) des indépendantes radicaux
(3) EIA : Parti de la révolution basque.
(4) Ikastolas : Ecoles basques, institutions importantes de la lutte sur le front culturel.
(5) «Herri Batasuna» : Unité populaire.
(7) : KAS : «Coordination patriote socialiste».
(8) PSOE : Parti socialiste d'Espagne.

Euskadi : toujours le règne de l'arbitraire !

«Que se vayan» (qu'ils partent !)

«Deux militants livrés par Giscard, Juanito Trecet et Juan Manuel Fernandez sont détenus au commissariat central de San Sebastian. J'ai aperçu l'un d'entre eux hier, il avait les yeux et les lèvres démesurément enflés, on était en train de lui passer une pommade sous les yeux, sans doute pour le rendre présentable au moment de le remettre à la justice».

Ce témoignage que nous a livré un militant des Commissions pro-amnistie n'est qu'une image parmi bien d'autres d'une police dont les méthodes n'ont guère varié depuis le franquisme.

UN FLIC POUR 260 BASQUES

Les flics — «grises» dans les grandes villes, gardes civils à la campagne — sont plus de 10 000 dans les quatre provinces basques de l'Etat espagnol, un pour 260 habitants. Il est difficile de ne pas rencontrer ces patrouilles de deux ou trois mini-cars surarmés qui circulent dans San Sebastian, ces sentinelles mitraillette au poing, ou les soudards en treillis et casquette Bigeard gris qui arpentent le *«bulevar»* de la capitale de Guipúzcoa, tous les samedi soirs.

Et l'on n'est pas long à comprendre que leur seul souci n'est pas de chasser l'E.T.A.

Le 31 janvier, c'est la fête traditionnelle de San Sebastian. Cette année, elle s'est terminée comme certains soirs d'état d'exception. Deux compagnies de «grises» ont investi le vieux quartier, frappant à tours de bras, tirant dans les fenêtres éclairées.

En Pays basque, bien rares sont les manifestations qui ne se terminent pas par des ratissages qui n'épargnent même pas le passant occasionnel. Cela a été le cas lors de toutes les dernières manifestations contre la centrale nucléaire de Lemoniz, et aussi, de plus en plus systématiquement, dans les défilés revendicatifs de travailleurs, comme à Pampelune pour le renouvellement des conventions collectives.

L'INSECURITE DES CITOYENS

En fait, Euskadi vit à l'heure du *«décret-loi, sur l'insécurité des citoyens».* Cette mesure, prise le 29 janvier en profitant de la vacance du Parlement, va plus loin encore dans l'arbitraire que la loi antiterroriste, adoptée avec la collaboration de tous les partis parlementaires et qui avait permis à Suarez de rationaliser quelque peu son appareil policier. Elle autorise la suspension des garanties juridiques dans de nombreux cas, qui ne sont pas très clairement définis comme la formation de *«piquets»*.

La plupart pense ici, qu'il s'agit d'une décision à caractère électoraliste, destinée à renforcer l'image autoritaire du gouvernement auprès des électeurs de droite. Une chose est certaine cependant, c'est que les Basques subissent toujours l'arbitraire. *«Il y a toujours autant et même plus de policiers qu'avant, et pendant toute la période constituante, ils se sont comportés pratiquement comme avant»* me disait un militant marxiste-léniniste basque.

DANS LES PRISONS DE MARTIN VILLA

Chaque jour ou presque, on apprend l'arrestation de militants basques, pour liens supposés avec l'E.T.A. Les garanties juridiques sont absentes.

Plus de 120 personnes sont actuellement incarcérées dans les prisons espagnoles, parfois pour simple propagande indépendantiste. La majorité d'entre eux ne connaissent pas, au mépris même de la loi, leur chef d'inculpation, d'autres sont poursuivis sur la base de déclarations arrachées sous les coups.

Et que dire de leurs conditions de détention ? 101 sont enfermés à la prison modèle de Soria, dans une province éloignée du Pays basque. Spécialement réaménagé après le voyage de Martin Villa, ministre de l'Intérieur en R.F.A., ce pénitencier est entièrement surveillé par des policiers, qui menacent constamment les prisonniers de leurs armes. Le témoignage d'un rescapé de Soria, publié ci-dessous, donne une vision saisissante de la brutalité dont font preuve les forces répressives du gouvernement espagnol. Le maintien de telles méthodes (présence policière massive, mépris des droits) montre que pour Madrid la résolution du problème basque passe toujours par la même répression obstinée des aspirations nationales du peuple. Et cela, malgré les concessions qu'il a été amené à faire et dont il cherchera, par tous les moyens, à réduire la portée.

UNE REPRESSION

Le jugement que le peuple basque peut porter sur la tactique actuelle de l'E.T.A. est une chose controversée, mais le rejet par lui de cette répression ne fait aucun doute. *«Quand un camarade est emprisonné,* me disait un militant culturel, *toute sa famille, ses amis, qui ne se préoccupaient pas forcément de politique sont sensibilisés et c'est alors qu'ils se mettent en mouvement, qu'ils se radicalisent».* Le jugement de la grande majorité des Basques est inscrit en lettres noires sur tous les murs du vieux quartier de San Sebastian : «Que se vayan !» (Qu'ils partent !). En fait, toute cette politique ne fait que renforcer le sentiment anti-Madrid, déjà très fort dans la population. Mais l'heure n'est plus aux grandes manifestations de protestation, les convocations de la commission pro-amnistie, notoirement dirigée par des militants nationalistes du secteur le plus proche de l'ETA restent en général circonscrites à un courant bien déterminé de la gauche abertzale*. Celle-ci met en cause en premier lieu la trahison des partis politiques qui a contribué à diviser le peuple. Nul doute que cela ne renferme une bonne part de vérité. Il suffit de rappeler à cet égard l'appui donné par les grands partis parlementaires à la loi antiterroriste, des déclarations de dirigeants du PSOE selon lesquels *«l'extradition (des Basques) était nécessaire depuis longtemps»* et le soutien sans cesse réaffirmé du PCE à l'armée et à la police.

Mais, il faut bien dire que la tactique actuelle de l'ETA et de ses tenants avec les risques de tension qu'elle entraîne, ne contribue pas non plus à la clarification et à l'unité de lutte du peuple basque. Inaki Curutxarra, membre du Comité central de EIA** me résumait ainsi le point de vue de son organisation : *«La lutte antirépressive ne peut être menée par des actions «pour le principe» qui la conduisent dans une impasse, il faut lui donner une issue réelle. Les prisonniers basques, nous les libérerons en conquérant le statut d'autonomie».*

Au-delà de la nécessaire défense des libertés démocratiques, la lutte contre la répression au Pays basque ne peut être envisagée, en effet, indépendamment de la situation politique dans l'Espagne d'aujourd'hui, marquée notamment par un processus de transition de l'héritage franquiste à la démocratisation bourgeoise, avec toute l'instabilité qui l'accompagne.

Abertzale : «patriotique», définit les partis dont le champ d'action est limité à Euskadi.

**EIA : Parti de la Révolution basque, gauche nationaliste.

La prison de Soria vue de l'intérieur

Les prisonniers de Soria sont, depuis plusieurs semaines, en grève de la faim. Ils réclament avant tout l'amélioration de leurs conditions de détention et leur transfert dans une prison de leur province d'origine.

Ce témoignage publié par le quotidien basque *Egin* dénonce la terreur qui régne dans la prison.

«Chaque galerie contient les cellules individuelles, d'un côté et de l'autre, avec un espace couloir où le prisonnier reste quand il n'est pas enfermé dans sa cellule. Le prisonnier demeure tout le temps dans cette galerie isolée de toutes les autres. Chacune possède une grille ou une porte de fer qui reste fermée toute la journée.

Le nombre de FOP par galerie oscille entre 10 et 12 et, dans ce qu'on appelle «la rotonde» (poste des fonctionnaires) j'en ai compté un jour 36. 12 autres sont dans les dépendances, près des parloirs. Ces forces sont armées de pistolets, de matraques énormes électrifiées, de mitraillettes et de «spray»** (...) Ils sont presque tous, mitraillette en main, en position de tir, les chargeurs en place. (...)*

Les FOP dirigent les mitraillettes vers le corps des détenus en faisant le geste de tirer, ils arment leurs PM, la sécurité mise, et suivent les mouvements avec le canon, ils font le geste d'utiliser leurs matraques électrifiées et font semblant de vider leur spray sur les prisonniers. C'est comme ça chaque jour de chaque semaine, depuis le 27 décembre.

Le fonctionnaire, au moment de réveiller le détenu ou d'entrer dans les cellules menace de l'intervention des FOP.

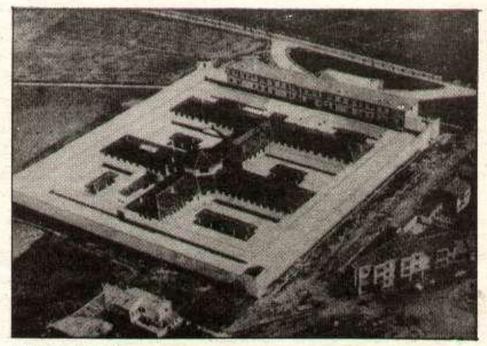
Cela produit un terrible état de tension et de nervosité, sans compter l'insomnie produite par la fouille quotidienne à minuit, accompagnée de sursauts et de la peur du dénouement fatal.

Dans la journée, le matin et le soir, ils reviennent tout fouiller, et mettent sans dessus dessous tout ce qu'il y a dans la cellule. La porte de la salle à manger doit être ouverte, sinon les FOP interviennent. Deux jours avant mon départ, ils ont pris Edu pour avoir fermé la porte. Sans même y penser nous sommes sortis deux fois pour qu'ils ne le battent pas, face à 36 canons de mitraillettes pointées vers nous et prêtes à tuer (...).

A l'économat on vend quelque chose d'insolite dans les prisons : des couteaux. Vous comprenez, vous ? Pas moi (...). Chaque jour, ils te laissent de deux heures à quatre heures, encore plus isolé, chacun enfermé dans une cellule, de sorte que, sauf durant le peu de temps que durent les repas, et la promenade partagée avec ceux d'une autre galerie, l'incommunication est totale.

Pour pouvoir aller dans la cour, il faut être d'accord. S'il y en a trois qui ne veulent pas, alors, il n'y a pas de promenade. Quand il n'y en a que deux, ils restent enfermés dans des cellules. De cette façon ils cherchent à dresser les camarades les uns contre les autres (...).

Qui dira que parmi des lutteurs d'âge et de nature si diverses, aucun ne risque de voir ses nerfs craquer ? Le dénouement est prévisible si les conditions de vie ne changent pas à l'intérieur de la prison. L'étincelle pourra être n'importe quoi d'insignifiant en apparence et alors viendra le massacre, parce qu'on n'est plus en position de penser avant d'agir.



La prison de Soria

Les paroles déchirantes de mes camarades au moment de mon départ résonnent toujours à mes oreilles : «Gurutz nous savons que tu ne nous oublieras pas. Lutte pour qu'ils nous sortent vite d'ici. Tu sais très bien que nous n'avons confiance que dans le peuple d'Euskadi».(...).

*FOP : Forces d'ordre public

** Sprays : aérosols contenant des substances paralysantes et dont un jet laisse sa victime sans connaissance.

CHANSONS

Collectif **Vendémiaire**

Des ouvriers qui font des disques

Entretien avec JP Graziami, membre du collectif, réalisé par Jean-Paul Gaschignard.

***Des ouvriers qui écrivent, qui produisent une feuille culturelle, un journal, des brochures de poésie, qui en viennent à éditer des disques... Un rêve qu'on peut caresser par la société socialiste, qui libèrerait tant d'énergies créatrices des chantiers et des ateliers, aujourd'hui étouffées. Une réalité dès maintenant, ponctuelle et fragile, assumée au prix de nombreuses difficultés par un groupe de travailleurs de Renault : le Collectif Vendémiaire. Une histoire vieille déjà de neuf ans, et qu'ils ont racontée au* Quotidien du Peuple.**

Le nom Vendémiaire n'a aucune importance parce que depuis neuf ans on a pris plusieurs noms. Il y a neuf ans nous étions ouvriers d'usine à Renault-Billancourt, dans le département outillage, et nous militions dans une section syndicale CFDT. Parallèlement au travail syndical, nous considérions à l'époque qu'il y avait un autre type d'expression, que nous appelions l'expression populaire : un certain nombre d'ouvriers avaient écrit des poèmes, des textes, des critiques de films, etc.

En 1970 on était strictement limité par la hiérarchie syndicale, à des revendications de type économiste. A quelques-uns, nous avons sorti une feuille culturelle que nous avons appelée Prairial, avec des critiques de films, de bouquins et deux ou trois poèmes de travailleurs de l'usine. Ça s'est développé, nous avons formé un groupe qui a pris le nom de Groupe culturel Renault. Au lieu d'une simple feuille, nous sommes arrivés à faire paraître un journal ronéoté de plusieurs pages, nous avons vendu trois brochures de poésie, 4 000 à 5 000 exemplaires en tout sur l'usine, monté un service librairie, qui marchait, nous répondions à un besoin.

LES RAPPORTS SUBJECTIFS DANS L'USINE

L'histoire de ce groupe est assez importante. Huit ans après, on retrouve presque les mêmes idées. Nous nous étions rendus compte que l'expression populaire, qu'elle soit poétique, musicale ou autre, va de pair avec le contexte social. On n'est pas ouvrier à la chaîne pendant huit heures, simplement branché sur des revendications économiques, et puis un peu culturel à l'extérieur, le soir, parce qu'on regarde la télé ou qu'on écoute la radio. C'est un tout. L'organisation du travail a toujours nié les rapports subjectifs entre les gars dans une usine. Ça ne rentre pas dans une conception économiste et, pourtant, on est obligé d'en tenir compte.

Les relations qu'ont tous les jours les travailleurs, le matin quand ils arrivent, un certain type d'expression, de revendications, sont liées à un contexte beaucoup plus large, idéologique, intellectuel, culturel. Il y a ce que l'on appelle l'organisation du travail mais il y a aussi la contre-organisation des travailleurs eux-mêmes, les relations dans l'atelier, d'amitié, de solidarité... A partir de la fête d'un copain, d'un anniversaire, enfin tous les petits problèmes qui font la vie de tous les jours, on retrouve un contexte collectif où l'échange est très important.

S'APPROPRIER L'INSTRUMENT MUSICAL

Ce groupe a fini avec la grève de 1971. A cause de la répression qui a suivi, un certain nombre de copains sont partis. Nous nous sommes retrouvés à Expression Spontanée qui était alors une association qui avait produit deux ou trois disques sur mai 1968. Quatre copains ont commencé à s'y intéresser, à les diffuser, puis, par les contacts qu'ils avaient avec des organisations politiques, ont apporté à Expression Spontanée un véritable catalogue international.

Cette deuxième phase est assez intéressante : les camarades qui étaient des travailleurs, avec une qualification pour un travail d'usine, se sont peu à peu appropriés un autre type d'instrument, la musique. Ils ont appris sur le tas, au fur et à mesure, ce qu'était un enregistrement, comment on fabriquait un disque, comment on faisait une gravure, une pochette, etc. C'était la même optique qu'au départ, au Groupe culturel Renault. On a fait paraître un disque du groupe, qui s'appelait Renault Cadences, et facilité la sortie d'un certain nombre de disques de lutte en France.

LA AUSSI, LES RAPPORTS DE CLASSE

Peu à peu, nous avons commencé à faire du collectage de son dans les usines, dans les boîtes en lutte, dans les boîtes où les travailleurs occupaient leur usine, pour faire des enregistrements de chansons faites sur le tas ou de discussions. Les copains voulaient faire d'Expression Spontanée un véritable outil de travail, de mémoire sociale et politique, et de soutien aux luttes internationales, et c'est comme ça qu'on est entré en contradiction avec la direction d'Expression Spontanée.

Nous n'avons jamais su où en était la comptabilité. Expression Spontanée pouvait refuser un disque politique s'il n'était pas financé de l'extérieur et nous, nous ne pouvions pas refuser un disque de folk si la direction le finançait. Nous nous sommes rendus compte qu'on nous avait utilisés pour fournir à Expression Spontanée du travail à compte d'auteur, et nous avons scissionné en 1976. Nous

nous sommes retrouvés à zéro, nous avions contribué à implanter la marque Expression Spontanée, c'est tout. Nous n'avions pas assez tenu compte des données de classe, des rapports de classe dans la boîte.

LA DIRECTION VIENT DE L'USINE

Fin 1976, nous avons dit : *«Il ne nous reste rien, sauf la connaissance que nous avons acquise en trois ans, nous savons maintenant fabriquer un disque»*. Nous avons remonté notre boîte en appliquant nous-mêmes les principes et la démarche que nous voulions suivre, en dirigeant nous-mêmes, collectivement, sans que quelqu'un puisse décider contre les autres. Chacun a mis sa part, en avril 1977 est sorti un disque sur l'Espagne avec Carlos Andreu, puis un disque de lutte wallon. Nous avons repris dans le catalogue d'Expression Spontanée les disques politiques qui avaient été financés de l'extérieur. Il a fallu que les responsables des comités concernés coincent le patron un jour dans un coin pour qu'au bout de huit mois il finisse par céder ce qui ne lui appartenait pas. Depuis, nous avons produit trente disques, en dix-neuf mois.

Aujourd'hui, Vendémiaire est animé par un collectif de huit personnes : il y a les gens qui étaient à Renault, plus des chanteurs qui sont sur nos bases de travail. Les gens qui animent Vendémiaire ne sont pas des chanteurs mais des prolos. Ils travaillent avec des chanteurs qui ont une connaissance musicale mais ne suivent pas forcément les mêmes types d'axes qu'eux qui viennent de l'usine, qui travaillent encore en usine.

DE L'ARGENTINE AU MORVAN

Depuis Expression Spontanée, nous travaillons avec le CEDETIM. Nous avons sorti deux disques sur l'Argentine, pour participer au boycott du Mundial, un sur le Mexique, un deuxième disque d'Oman, d'autres sont en projet. Nous faisons aussi des disques de musique et d'expression populaire, réalisés par l'association Lai Pouëllée, du Morvan, et le Collectif d'animation et de musique populaire normande. Ce n'est pas du tout du folk, et ils refusent absolument qu'on les y assimile.

Leur travail de collectage dans les fermes se traduit aussi par toute une animation d'hiver, en faisant jouer de vieux paysans dans des veillées où ils passent aussi des montages sur les problèmes de la région ; par exemple dans le Morvan le problème des centrales nucléaires, des résineux, de la désertification du pays par les résidences secondaires, l'industrialisation, etc. Ils ne veulent surtout pas que les paysans ou les jeunes des associations se servent de la musique populaire comme d'un tremplin, pour faire passer une démarche individualiste quelconque. C'est pareil pour nous, quand nous faisons un disque de soutien à un peuple en lutte, ça veut dire que nous prenons aussi position, pour des raisons précises.

LE DROIT A LA VIE

Nous avons trois fronts : le front international, le front français, que nous appelons les peuples de France, c'est la musique populaire mais aussi le disque corse qui va sortir bientôt, par lequel nous appuyons un mouvement indépendantiste ; le troisième front est de travailler sur la mémoire populaire, de réactualiser les luttes passées avec notre recul et notre vision politique ; par exemple nous avons sorti un disque sur la révolution de 1848, nous avons le projet d'en faire un sur les mutineries de 1917, avec nos idées politiques ; nous préparons des disques sur les luttes d'aujourd'hui.

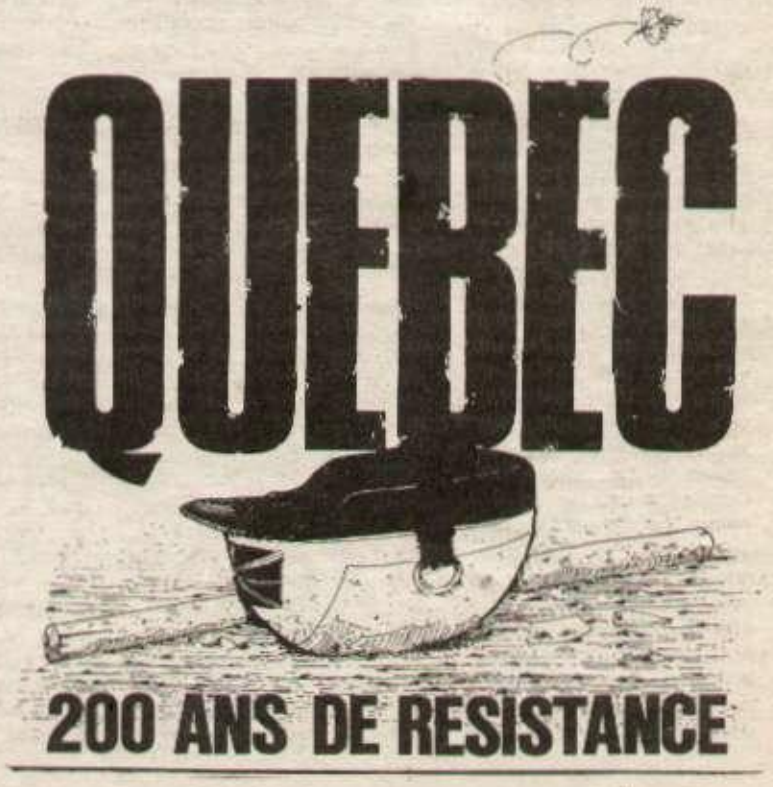
C'est un peu le droit à la vie contre tout le reste, appuyer l'expression populaire qui dépasse le cadre purement économique. Nous ne voulons pas refaire certaines erreurs que nous avons faites, faire des disques où les gars chantent leur lutte, parlent de leur boîte et réclament dans la chanson telle ou telle revendication. Nous voulons faire des disques qui s'appuient là-dessus mais aillent plus loin, qui touchent et qui commencent à apporter une critique beaucoup plus précise sur la société en général, c'est à dire sur le quotidien, éviter encore une fois de cloisonner les choses.

Extraits de catalogue

- VDES 001 CHILE PRESENTE 32 F
- VDES 005 ESPAGNE en lutte (Carlos Andreu) 32 F
- VDES 0020 SENTHACLOS 4 MARS 32 F
- VDES 022 CHANTEURS EN MORVAN vol.2 34 F
- VDES 023 1848 34 F
- VDES 024 CHANTS REVOLUTIONNAIRES D'OMAN VOL 2. 34,00 FF
- VDES 027 L'ATELIER POPULAIRE DE CHANSONS 32 F
- VDES 031 CHANSONS SUR LES PRISONS 3/ F
- VDES 036 INTERCOMMUNAL vol. 3 34 F
- VDES 037 CHANTEURS EN MORVAN vol. 4 34 F
- CC 1 DOSSIER «CULTURES EN BOITES» 13 F

A commander à :

VENDEMIAIRE,
100 de la Folie-Méricourt
75 011 Paris.



LA CHINE FACE AUX FAUTEURS DE GUERRE

• La presse de ces derniers jours fait largement état, à la suite de la contre-attaque chinoise aux provocations vietnamiennes, du «danger de troisième guerre mondiale». On s'étonnera de voir des commentateurs, qui développent habituellement des illusions sur la «détente» quand les deux superpuissances «améliorent» sans cesse leurs arsenaux, devenir tout à coup vigilants face au danger de guerre. Mais le danger est attribué ici à la «rivalité soviéto-chinoise», quand ce n'est pas tout simplement à l'«agressivité» de la Chine «troisième superpuissance».

Le Figaro, ce journal bien pensant de la bourgeoisie française, en commentant lundi dernier l'intervention chinoise au Vietnam, ne mettait-il pas son espoir dans les «*Russes et Américains, co-responsables de la paix mondiale*» ? Pas de désaveu de la part de *L'Humanité*. De la même façon les idées propagées par un certain nombre de sphères dirigeantes des pays impérialistes obscurcissent la réalité. C'est le cas, par exemple, des points de vue défendus par les milieux dirigeants américains lorsqu'ils mettent sur le même plan l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa et la riposte chinoise aux agressions vietnamiennes contre la Chine. Dans le même ordre d'idées, les antagonismes noués en Asie du Sud-Est sont assimilés à une querelle de grandes puissances, Chine et URSS agissant par pays interposés. D'après ce système d'explications, la Chine viserait actuellement à faire pression sur le Vietnam pour «sauver ses amis cambodgiens». Cette présentation des choses a, entre autres, l'inconvénient d'ignorer une réalité que les mass media ont dû progressivement reconnaître : la réalité de la résistance cambodgienne qui se développe depuis l'invasion vietnamienne de janvier, malgré l'ampleur des moyens ennemis, parce qu'elle est celle d'un peuple refusant l'agression extérieure.

LES DIRIGEANTS DE HANOÏ ONT MONTRE JUSQU'OU ILS POUVAIENT ALLER

La brutalité de cette agression, l'aptitude des dirigeants de Hanoï à renier ainsi les idéaux d'indépendance et de liberté qu'ils défendaient hier pour leur peuple, ont montré jusqu'où ils pouvaient aller. Les provocations qu'ils ont montées le long de la frontière chinoise en 1978 ressemblaient beaucoup à celles qu'ils ont organisées durant des mois le long de la frontière du Kampuchéa avant d'envahir ce pays. Bien sûr, Hanoï ne pouvait prétendre avoir vis-à-vis de la Chine les mêmes prétentions que vis-à-vis du Cambodge qu'il veut pratiquement annexer, de même que le Laos, dans le cadre d'une «fédération indochinoise». Mais, la Chine, en tant qu'obstacle politique direct à toute prétention hégémoniste, régionale ou mondiale, qu'elle dénonce et combat, est devenue un ennemi pour les dirigeants vietnamiens, dont les ambitions ont pu être mesurées à travers leur tentative d'avaler le Kampuchéa. Pour faire valoir ces ambitions, ils disposent d'une armée puissance, moderne, bien équipée, et ont reçu un appui de plus en plus masssif de l'Union soviétique, dont le renforcement est allé de pair avec la croissance de l'agressivité de Hanoï, jusque sur la frontière chinoise. Dans ces conditions, les provocations armées vietnamiennes contre la Chine, n'étaient pas un vain mot.

Renoncer à y mettre le holà avec fermeté aurait-il dû être le prix à payer par la République populaire de Chine pour ne pas être accusée de «*mener une politique de grande puissance*» ? Celle-ci a estimé au contraire que tabler sur la «compréhension» des agresseurs vis-à-vis d'une attitude passive de sa part ne pourrait finalement qu'encourager ceux-ci dans leur logique. Elle a décidé d'intervenir en formulant comme seule exigence la sûreté de la frontière sino-vietnamienne.

FAIRE FACE AUX FAUTEURS DE GUERRE

En ripostant fermement à des provocations qui menaçaient sa propre souveraineté, la Chine contrecarre les agissements des fauteurs de guerre dans la région, que sont aujourd'hui les dirigeants de Hanoï et leur protecteur soviétique. La riposte chinoise contribue de ce fait à la résistance des peuples et des pays de cette région du monde, à la stratégie mondiale de Moscou dans laquelle la politique vietnamienne est de plus en plus intégrée.

Si un pays comme la Thaïlande, hier base des Etats-Unis pour leur agression contre l'Indochine, a développé peu à peu d'assez bonnes relations avec la Chine, si le Japon a finalement accepté, après une longue période de négociations et d'hésitations, de signer un traité de paix avec la Chine en 1978, c'est — pour prendre ces deux exemples — le reflet non seulement du changement du rapport des forces entre l'impérialisme et les peuples, mais aussi entre les Etats-Unis et l'URSS. Ainsi, l'année dernière a vu l'intensification et l'extension sans précédent des interventions soviétiques, notamment des interventions armées, sans que celles-ci rencontrent de réactions significatives de la part des États-Unis qui tentent avant tout de maintenir le statu quo dans leurs zones d'influence, mais difficilement.

Du continent africain à l'Afghanistan, les interventions soviétiques dans le Tiers Monde s'accompagnent, comme en Erythrée, d'innombrables massacres contre les peuples. Elles ont visé systématiquement à toucher les sources essentielles d'approvisionnement énergétiques et de matières premières de l'Europe, continent dont l'URSS entend disputer le contrôle aux États-Unis. De ce fait, l'URSS a confirmé avec éclat sa position de superpuissance la plus agressive, recourant systématiquement aux expéditions militaires, contraignant de plus en plus son rival américain à la défensive, et constituant de ce fait le principal foyer de guerre. On comprend dans ces conditions que s'opère de fait une convergence de forces opposées aux initiatives de l'URSS, et allant de pair avec le développement de l'agressivité de celle-ci.

En coupant court aux provocations vietnamiennes à la frontière chinoise, la Chine porte un coup au déploiement de la stratégie soviétique en Asie, qui se heurte déjà, notamment, à la vigueur de la résistance cambodgienne. Elle contribue ainsi à limiter la marge de manœuvre de l'URSS, dans sa stratégie d'encerclement de l'Europe. De ce fait, et quoiqu'existe réellement aujourd'hui le danger d'une agression de l'URSS contre son territoire, elle contribue à faire reculer l'affrontement décisif entre les deux superpuissances, donc la menace d'un troisième conflit mondial.

J.P. G.

La politique vietnamienne condamnée en Asie du Sud-Est

Le ministre japonais des Affaires étrangères a annoncé que son gouvernement n'envisageait pas de reconnaître le régime en place à Phnom Penh. Le gouvernement japonais «*ne croit pas que le nouveau régime exerce un contrôle efficace sur l'ensemble du territoire du Kampuchéa, il n'a donc pas envisagé la reconnaissance de ce régime*». Par contre, le Japon maintient des relations avec le gouvernement de Pol Pot.

En Thaïlande, de nombreux journaux ont approuvé la riposte chinoise aux provocations des dirigeants vietnamiens. L'un d'eux écrit : «*Si les actions de Hanoï ne peuvent être arrêtées, la situation deviendra toujours plus tendue*».

Histoire de la tension à la frontière sino-vietnamienne

• L'actuelle offensive de l'armée chinoise, répondant aux provocations répétées des troupes vietnamiennes, correspond à une volonté politique bien précise du gouvernement chinois. Il est en effet tout à fait exceptionnel que, depuis sa fondation, la République populaire de Chine fasse intervenir des troupes hors de ses frontières. Elle l'a fait pendant la guerre de Corée, à la demande d'un pays voisin agressé, comme elle a également envisagé de le faire en 1971 au Laos pour barrer la route à l'intervention américaine. La Chine a également réagi à des provocations frontalières de l'Inde en 1962 et de l'URSS en 1969. Dans ces deux cas, comme aujourd'hui, il s'est agi d'une offensive ayant pour but de mettre fin à un processus d'agression en repoussant les provocations loin de la frontière et en détruisant le dispositif militaire dirigé contre la Chine.

La montée très rapide de la tension à la frontière sino-vietnamienne l'année dernière a coïncidé avec les agressions répétées du Vietnam contre le Kampuchéa et avec les resserrement des liens avec l'URSS.

DES PREMIERES EXPULSIONS DE «HOAS» A L'INCIDENT DU 25 AOUT

Comme nous l'avons rappelé, l'expulsion par dizaines de milliers des ressortissants chinois au Vietnam a constitué, du début de l'année 1978 à août, la première phase de cette période de tension aiguë. Cette campagne de persécutions menée par les autorités de Hanoï violait les accords passés avec la République démocratique du Vietnam et le FNL Sud-vietnamien sur le statut des Hoas (Chinois résidant au Vietnam) et appliqués depuis vingt ans. Cette campagne essayait de faire passer les Vietnamiens d'origine chinoise — y compris les patriotes, ceux qui avaient lutté pendant la guerre de libération — pour des agents secrets de la Chine. Cette propagande chauvine s'inscrivait dans le cadre de la préparation à un conflit. L'idée même de «purification des zones frontalières du Nord-Vietnam» en expulsant les ressortissants chinois, avait d'ailleurs été dénoncée tout au long de l'année 78 par le gouvernement chinois.

Le départ des Hoas créait une situation très difficile aux poste-frontières où, chaque jour, des milliers de réfugiés se trouvaient entassés dans le *no man's land*, attendant d'être pris en charge par les autorités chinoises et souvent objet de vexations de la part des garde-frontières vietnamiens. C'est dans cette atmosphère qu'a éclaté le premier incident sanglant grave à la passe de Yeouyi dès le 25 août : là plusieurs centaines de réfugiés furent violemment refoulés en territoire chinois par un millier de soldats et de policiers vietnamiens. Cet incident a d'ailleurs provoqué la rupture des négociations au sujet des réfugiés. Ces événements étaient suivis avec attention par le journal russe *Les Izvestia* qui jetait de l'huile sur le feu en écrivant le 28 août : «*Les activités des dirigeants chinois actuels constituent un grave danger pour la paix. Il ne faut pas se réconcilier avec eux...*». Il faut noter — ce qui n'est certainement pas une simple coïncidence — qu'une première aggravation des incidents a eu lieu en août, peu après que le Vietnam ait adhéré au COMECON (en juillet) ; un nouveau pas dans l'escalade des provocations a été franchi le 1er novembre, au moment même où les dirigeants vietnamiens se trouvaient à Moscou pour signer le traité d'alliance économique et militaire avec l'URSS.

DEPUIS NOVEMBRE

Depuis, il ne s'est pas passé de semaine sans que la population des régions frontalières ait à souffrir des provocations et des agressions répétées des troupes de Hanoï. Cette population des régions frontalières a pourtant un long passé commun de lutte avec le peuple vietnamien. Pendant la guerre contre le colonialisme français, puis pendant la guerre contre l'impérialisme US, elle a fourni d'importants efforts, consenti de grands sacrifices pour assurer le transport des armes et des vivres pour les combattants vietnamiens. Nombreux sont aussi ces ouvriers et paysans chinois qui sont allés travailler au Vietnam pour remplacer des combattants à leur poste de travail. Les habitants de ces régions, qui ont beaucoup fait pour le Vietnam, se sont trouvés brutalement agressés : aux insultes et aux jets de pierre ont rapidement succédé les mitraillages, les coups de canon et les opérations de commando, empiètant sur le territoire chinois. Beaucoup de ces frontaliers ont été contraints d'abandonner leur ville et leur village, alors que la situation de ces provinces avait déjà été rendue difficile par l'afflux des réfugiés.

Il est donc clair que l'actuelle offensive de l'armée chinoise, qui contribue à contrecarrer la politique hégémoniste du Vietnam en Asie, est motivée par la volonté d'assurer la stabilité et la sécurité de la frontière de la Chine avec le Vietnam : tel était le but énoncé dans la déclaration du gouvernement chinois du 17 février, et l'objet des négociations qu'il propose. C'est aussi ce qui ressort clairement d'une déclaration du Comité central du Parti communiste chinois, citée par l'AFP.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

LA GUADELOUPE MENACÉE PAR LA BANANE

Dessin et carte du journal Le patriote guadeloupéen

Les parlementaires RPR ont décidé de se réunir en Guadeloupe pour préparer la prochaine session de l'Assemblée nationale. Pourquoi aller si loin ? Il s'agit, comme Giscard l'a fait, d'affirmer le «caractère français» de la Guadeloupe, à l'heure où dans cette colonie, le mouvement de masse contre les projets colonialistes s'affirme. Il s'agit aussi d'apporter un soutien aux élus RPR de la Guadeloupe, tiraillés entre les giscardiens et les chiraquiens de la métropole.
Lors des élections législatives de mars dernier, la Guadeloupe s'est signalée par un taux d'abstention assez élevé. Les partis de gauche et surtout le PCG ont subi une défaite retentissante à cause de leur politique pro-colonialiste et le RPR a gagné quelques sièges du fait du vote des colons et des békés (les propriétaires fonciers). Depuis, le peuple et les syndicats patriotiques ne cessent de dire *«non au colonialisme»* qui avance de nouveaux projets pour liquider la vie productive en Guadeloupe.

LES PROJETS COLONIALISTES EN GUADELOUPE

En mai dernier, la Compagnie fruitière (CF), multinationale française chassée de Côte d'Ivoire, spécialisée dans la commercialisation des fruits et légumes, décide de s'installer en Guadeloupe. Elle s'allie avec la SIS (Société de l'industrie sucrière), qui fait partie du groupe Empain et qui est en même temps le plus gros propriétaire foncier du Nord de la Guadeloupe, pour transformer toute la région du Nord en productrice de bananes au lieu de la canne à sucre. Le ministre des Colonies, Dijoud, participe pleinement à cette entreprise.

Que signifie pour la Guadeloupe la liquidation de la culture de la canne à sucre et son remplacement par la banane ?

Tout d'abord, la mort économique de la région. Dijoud prétend que la culture de la banane entraînerait la création d'emplois. Mais les Guadeloupéens savent que c'est un mensonge. Si on examine les problèmes, ou s'aperçoit que la canne à sucre est une matière première qu'il faut transformer pour arriver jusqu'au sucre. Une industrie pourrait se développer autour de cette culture. Actuellement, seules quelques usines existent. Pour la banane, c'est différent. Elle n'a pas besoin d'être transformée. Du point de vue de la main-d'œuvre agricole, la culture de la banane supprimera le tiers du personnel employé actuellement, qui ne travaille déjà qu'à temps partiel.

Avec la suppression de la canne à sucre, ce sont les rares usines existantes qui vont fermer. Deux nouvelles usines sont actuellement menacées : Darboussier et Beauport.

COMPAGNIE FRUITIERE CONTRE ASSOBAG

Le projet de la Compagnie sucrière suscite un mécontentement de la part des gros propriétaires fonciers de la région de Basse Terre, région productrice de bananes. C'est la couche sociale apparentée au RPR. Extrêmement réactionnaire, cette couche de Békés a déjà fait beaucoup de profits sur le dos des petits paysans de Basse Terre à travers l'association des Producteurs de la banane, l'ASSOBAG. Les petits paysans livrent les bananes à cette association pour la commercialisation. L'ASSOBAG leur paie un acompte, car le prix n'est fixé qu'après le transport en France : les frais du transport, les produits gâtés sont déduits des prix payés aux petits paysans.

Aujourd'hui, la Compagnie fruitière cherche à étendre sa domination vers la Basse Terre. Des contrats sont proposés aux petits paysans, moins favorables que ceux de l'ASSOBAG : les produits seront payés à la livraison, sans déduction des pertes. Des prêts sont accordés pour «s'en sortir». Le but immédiat de la Compagnie fruitière est de dominer toute la commercialisation de la banane en Guadeloupe. Son but à long terme est la ruine de tous les petits paysans guadeloupéens, qu'ils soient de Basse Terre ou de la région Saint-Rose - Lamentin - Petit-Bourg.

LA DISPARITION DES PETITS PAYSANS : LEURS TRADITIONS DE LUTTES MENACÉES

Dans cette dernière région, où la canne à sucre était plantée, le climat ne convient pas à la banane. Il faut arroser artificiellement, donc avoir les moyens de le faire. D'autre part, il faudrait protéger la banane de plusieurs maladies, avec des insecticides nombreux, et le petit paysan ne pourra pas le faire. Il devrait alors vendre sa terre.

La liquidation de la canne à sucre a des conséquences culturelles et idéologiques : les traditions de lutte sont nombreuses dans la région sucrière, les syndicats patriotiques agricoles y sont nés : l'UTA (l'Union des travailleurs agricoles) et l'UPG (l'Union des paysans pauvres de Guadeloupe). Toute une culture populaire s'est développée autour de la canne à sucre et de l'industrie sucrière. Les villages (sections) sont organisés en fonction de cette plantation. La disparaît, c'est tout un équilibre qui est détruit. Bien que la canne soit une culture coloniale, sa disparition entraîne de graves conséquences pour la région menacée. Ce n'est pas simplement comme disent les trotskystes : «*Le remplacement d'une culture coloniale par une autre*». Ç'est une analyse simpliste et dogmatique coupée de la réalité vécue par le peuple guadeloupéen.

vie paysanne en dépend : prenons l'exemple d'un petit jardin et d'un bœuf. Le bœuf qui représente en général l'investissement familial (on les vend en cas de besoin) se nourrit des feuillages de la canne. La canne

LES PORTS D'ECLATEMENT

Une autre face de la politique coloniale concerne la place donnée à la Guadeloupe et à la Martinique en direction de l'Amérique Latine et du reste des Caraïbes. Les deux ports, Fort-de-France (Martinique) et Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) vont être aménagés, avec des milliards de francs, pour servir de «hangars français». Plus rentables que les bananiers (navires pour les bananes), les porte-containers feront le trajet France-Guadeloupe, Martinique-Caraïbes, (Amérique latine), avec des produits différents pour chaque étape. Ce projet signifie pour la Guadeloupe la mort d'un autre port, situé en Basse Terre. C'est le chômage de la quasi-totalité des dockers et la ruine des petits commerçants de la région. En même temps, ce sera le superprofit réalisé par la GGM (Compagnie générale maritime), compagnie d'économie mixte à participation de l'État de 98,6 %. Elle sera en position de force dans la bataille que se livrent les différentes compagnies européennes pour la conquête du marché des Caraïbes et de l'Amérique latine.

Par Yomna-El-Khalil

LE PCG ET LA REPRESSION : PIRE QUE DANS LA METROPOLE

Quelques jours après l'arrestation des trois responsables syndicaux, voici ce qu'écrit le PCG dans L'Etincelle *datée du 7 octobre 1978 :*

«... Les dirigeants de ces organisations sont tout, sauf des syndicalistes, car ils viennent une fois de plus de démontrer qu'ils n'ont le souci ni de l'unité syndicale, ni de battre le patronat et le pouvoir colonialiste. Ils n'ont le souci ni des conditions matérielles de vie, ni des conditions de travail de nos compatriotes. Ils ne se soucient ni du chômage, ni de la répression qui les frappe...». *Plus loin : «...* En arrêtant trois de leurs dirigeants, le pouvoir colonial espérait redorer leur blason en les auréolant d'un martyr. Il espérait aussi détourner les travailleurs des véritables problèmes...».

Mais le PCG est obligé d'envoyer une lettre de protestation contre les arrestations et va faire croire que c'est lui qui a réussi à libérer les trois syndicalistes. Pour la simple et bonne raison que les syndicats patriotes se soucient effectivement des problèmes des masses et que le PCG veut redorer son blason auprès du peuple guadeloupéen.

La lutte anticolonialiste en essor

Les projets de «bananisation» de l'île ont suscité une grande colère chez les Guadeloupéens qui savent ce qui les attend :le chômage et la déportation vers la France. L'UTA et l'UPG commencent par développer une vaste campagne de mobilisation. Les débrayages sont nombreux à partir du mois d'août au moment où les syndicats cités organisent des plantations de canne là où les gros propriétaires sont prêts à planter la banane.

Les CRS et les «képis rouges» interviennent : ils cernent les champs de bananes pour protéger ceux qui travaillent encore. Conséquence : le nombre de débrayages augmente. Furieux, le pouvoir frappe le 20 septembre : trois responsables syndicaux (U.P.G., UGTG (Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens) et S.G.E.G. (Syndicat Général de l'Education en Guadeloupe) sont arrêtés à leur domicile. Suite à la protestation populaire et une manifestation de 5 000 personnes à Pointe-à-Pitre, les trois syndicalistes sont relâchés. Le pouvoir suspend l'implantation de la banane, mais garde en tête le projet. La Compagnie fruitière continue à faire une large propagande auprès des paysans pour faire accepter le projet. C'est dans le cadre de cette propagande qu'intervient le «colloque Dijoud» du 4 au 10 décembre dernier qui s'est tenu en Guadeloupe puis en Martinique. Les résolutions de ce colloque sont :

— l'accentuation de la politique d'émigration guadeloupéenne en France
— favoriser l'implantation de sociétés françaises ;
— restructuration des ports ;
— liquidation de l'industrie sucrière.

Dès l'annonce du colloque, les syndicats patriotiques se mobilisent : ils appellent à une grève générale le 4 décembre. Une manifestation de 7 000 personnes se déroule à Pointe-à-Pitre pour protester contre la tenue du colloque. De leur côté, le PCG et les trotskystes appellent à la tenue d'un «contre-colloque» qui n'aura pas lieu.

Aujourd'hui, avec la mobilisation du peuple guadeloupéen contre les projets colonialistes, s'ouvre une période de répression violente. Les syndicats patriotiques sont puissants et ont démontré leur force dans les dernières manifestations. D'autre part, lors de la manifestation du 4 décembre, une nouvelle organisation patriotique est apparue, l'U.P.L.G. (l'Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe), dont le programme a été favorablement accueilli par les manifestants.

C'est au cours de ce mois de février que l'affrontement peut se renouveler : avec l'ouverture de la récolte sucrière, l'U.P.G. revendique le prix de 190 F la tonne de canne alors que le préfet propose 116 F la tonne. La différence est grande. Le risque d'affrontement aussi.

LA MAUVAISE FOI DES DIRIGEANTS VIETNAMIENS

Face à la riposte de l'armée chinoise à plusieurs mois de provocations, les dirigeants de Hanaï crient à l'agression, nient toute provocation armée de leur part, et font appel à l'opinion publique internationale. Pour juger de leur bonne foi, on peut se rapporter à leur façon de présenter leur agression contre le Kampuchéa. Après avoir effectué des pressions politiques pour obtenir du Kampuchéa, comme du Laos, des «relations spéciales», les dirigeants vietnamiens ont tenté une première invasion dès janvier 1978. Pendant toute l'année ensuite tout en prétendant qu'ils n'intervenaient pas et que leur vœu le plus cher était de «négocier», ils ont fait se succéder les agressions et les tentatives de subversion du Kampuchéa.

Au début du mois de décembre, alors que le processus d'invasion était déjà entamé, Radio Hanoï annonçait la création du «FUNSK», un «authentique» front de libération, paraît-il, «miraculeusement» doté en quelques jours d'un armement sophistiqué considérable, de tanks et de blindés, et destiné à prendre le pouvoir à Phnom Penh au plus vite. Quelques jours après, le ministre des Affaires étrangères vietnamien déclarait sans gêne, à Bangkok : *«Le Vietnam est capable de prendre Phnom Penh en 24 heures»*.

A la suite de leur agression lancée en janvier de cette année, les dirigeants vietnamiens ont constamment nié avoir envoyé 100 000 hommes puis 50 000 hommes supplémentaires, envahi le Kampuchéa, avec les chars et l'aviation bombardant le pays. Ils ont fabriqué une mascarade de soulèvement et de «comité révolutionnaire» du FUNSK qui n'a été reconnu que par l'URSS et ses alliés. Ils sont allés jusqu'à fabriquer un faux télégramme pour tenter de faire reconnaître le FUNSK à l'ONU. Et ils prétendent maintenant faire légaliser la présence de leurs troupes depuis deux mois par le traité d'«amitié» qu'ils viennent de signer avec leurs fantoches, ceux qu'ils ont eux-mêmes installés à Phnom Penh !

Mais ces mensonges sont aujourd'hui mis en évidence de façon éclatante, par la résistance acharnée du peuple du Kampuchéa. Les mass média dans notre pays, cédant d'abord dans une certaine mesure, à la présentation des choses faites par Moscou et Hanoï, ont dû peu à peu reconnaître (sauf *l'Humanité*) la réalité de la résistance populaire du Kampuchéa et les difficultés croissantes que celle-ci inflige aux agresseurs vietnamiens. Toute la propagande orchestrée par l'URSS et les partis révisionnistes auront du mal à cacher la vérité sur la politique expansionniste, et agressive des dirigeants vietnamiens contre le Kampuchéa et contre la Chine.

Kampuchéa : les agresseurs vietnamiens étrillés

Selon la radio de la résistance du Kampuchéa démocratique : «L'armée révolutionnaire kampuchéane a mis hors de combat, en quatre jours, du 15 au 18 courant, un grand nombre d'agresseurs vietnamiens.

(...). Sur le champ de bataille du Sud-Ouest, les troupes kampuchéanes ont lancé, les 17 et 18 février, des attaques contre les envahisseurs vietnamiens à Andong et dans d'autres régions, et libéré un village, tuant 120 ennemis et en blessant un bon nombre d'autres, détruisant trois véhicules et capturant une grande quantité d'armes et de munitions.

Le 17 février, l'armée révolutionnaire a détruit sur la route n° 4, un véhicule vietnamien et mis hors d'action 17 ennemis. Dans la province de Koh Kong, un dépôt de munitions vietnamien a été assailli le même jour par les soldats kampuchéans. Les guerilleros de cette province ont attaqué aussi les agresseurs tuant dix hommes et en blessant beaucoup d'autres.

Le 18 courant, sur le champ de bataille à Nimitsisophon, l'armée révolutionnaire et les guérilleros locaux ont tué plus de cent ennemis, détruit six véhicules militaires et capturé un lot d'armes et de munitions.

Sur le champ de bataille à Ratanakiri-Stung Treng, du 15 au 18 février, plus de 40 soldats vietnamiens ont été tués et beaucoup d'autres blessés près des routes, à Siem Pang et ailleurs par les guérilleros(...)».

33e sommet franco-allemand :

Le Système Monétaire Européen dans l'ornière

Peu de choses à attendre de la rencontre Giscard-Schmidt qui a commencé jeudi à Paris. Le contentieux à régler entre Paris et Bonn est important puisque, outre la question des montants compensatoires qui bloque depuis plusieurs mois la création du Système Monétaire Européen, le dossier des relations économiques et de la coopération dans le domaine de la défense nationale sera également discuté.

Deux mois après la date prévue, le Système Monétaire Européen n'a toujours pas vu le jour. La CEE piétine donc à nouveau à trois semaines du Conseil européen qui se tiendra à Paris. Le gouvernement français maintient sa position en demandant le démantèlement progressif des montants compensatoires, tandis que la RFA, avantagée par ce système, refuse d'accéder à la demande française. Ça n'est pas tout, car la Grande-Bretagne est elle aussi opposée au système des montants compensatoires si en contrepartie elle ne bénéficie pas d'une augmentation de l'aide européenne à son agriculture afin de compenser la hausse des prix qui résulterait de son admission dans le Système Monétaire Européen. Le ministre ouest-allemand de l'économie estime pour sa part que le SME ne sera pas en place pour les élections européennes. D'autre part, il sera question des éternelles recettes sensées créer des emplois : «relance des investissements», «développement de la formation» pour camoufler le chômage. L'augmentation du chômage dans la Communauté européenne a atteint 5 % en un mois, portant le nombre des sans-emplois à 500 000 pour la CEE (chiffre officiel).

• Zimbabwe : les guérilleros attaquent l'aéroport de Salisbury

Lundi soir, les combattants du Front patriotique du Zimbabwe ont touché, à coups de mortier, l'aéroport de la capitale Salisbury. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'offensive lancée contre les villes où habitent la plupart des colons racistes, alors que le mouvement de libération contrôle militairement les campagnes et poursuit la mobilisation politique des masses.

• Camp David II : négociations lentes à démarrer

L'Egypte et Israël ne manifestent aucun optimisme depuis l'ouverture de nouvelles négociations à Camp David. Les obstacles restent entiers malgré le communiqué de rigueur qui indique la *«détermination des participants à tendre leurs efforts vers un achèvement heureux des négociations le plus tôt possible»*.

Seule information révélée par le *Washington Post* (généralement bien informé), l'Egypte aurait carrément proposé ses services pour remplacer l'Iran dans le dispositif de défense américain au Moyen-Orient. Sadate aurait déjà passé ses commandes à Carter, il réclamerait pour ce rôle rien moins que 300 avions F 16, des milliers de véhicules blindés, et quelques centaines de chars et de missiles. Carter ne semblerait pas pressé de répondre à cet appel d'offre tant que la douleur d'avoir perdu ses intérêts en Iran n'est pas cicatrisée.

• Paris : meeting pour la libération des patriotes arméniens, le 26 février

A la suite de nombreuses condamnations de patriotes et de dissidents arméniens après l'exécution de trois patriotes, Zadikian, Stepanian et Bagdassarian, le Comité pour la Libération des prisonniers politiques arméniens appelle à un meeting pour le libération des prisonniers politiques arméniens, lundi 26 février 1979, à 20 h 30 à la maison des Mines, 9 rue Pierre Nicole Paris 5e, avec la participation de Léonid Pliouchtch et une partie musicale animée par Viguen et Harrout.

Palestine : nouvelles de l'occupation

Le collectif d'information sur les prisonniers palestiniens et la campagne pour les droits de l'homme en Israël viennent de publier des nouvelles alarmantes sur les conditions de survie dans les prisons israéliennes et spécialement à la prison des femmes de Nevei-Tirtsa.

DU GAZ BRÛLANT PROJETE DANS LES CELLULES

L'avocate Felica Langer rapporte des faits sur le comportement des gardiens de prison à la suite de plaintes portées par deux de ses clientes.

Deux jeunes détenues palestiniennes étaient assises sur un lit près de la fenêtre à barreaux. Une des gardiennes exige qu'elles ne restent pas là, puis va éteindre la lumière de la cellule. Les gardiens ferment les portes à clef. Ils s'approchent des guichets des cellules et commencent à vaporiser du gaz à l'intérieur et sur les détenues. Les détenues ont eu la sensation de brûlures au visage et qu'elles étouffaient.

Les deux jeunes filles ont été traînées de force hors de leur cellule, les bras tordus en arrière. Elles ont été battues sur toutes les parties du corps.

«NE ME LAISSEZ PAS MOURIR EN PRISON»

Ayisha Oden est âgée de 34 ans. Elle a été arrêtée en 1969 et condamnée en 1970 à la prison à perpétuité par la cour militaire de Lydda.

Son état de santé a commencé à se détériorer depuis longtemps. Félicia Langer qui l'a vu le 14 décembre 1978, a lancé un appel où elle écrit : *«Elle était pâle, tremblante, si faible qu'elle était à peine capable de marcher. Elle m'a demandé, avec plus d'insistance encore qu'auparavant, de l'aider à être libérée, me suppliant :* «Félicia, ne me laissez pas mourir en prison».

Je m'adresse à vous, en répétant ces mots d'Ayisha, en vous demandant de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour obtenir la libération de cette personne souffrante, pour lui sauver la vie».

LE CAS DE NADER FAYIZ-EL AFOURI

Le 12 février 1978, l'avocate Félicia Langer a envoyé une lettre à la Croix Rouge Internationale à Jérusalem exposant le cas de N. El Afourri : *«Mes clients de la prison de Ramleh m'ont rapporté avoir vu un prisonnier de Naplouse, Nader El Afouri, dans un état épouvantable, presque incapable de bouger et à demi inconscient seulement. Ils me dirent que le prisonnier avait été victime d'interrogatoires brutaux par le Shin-Beth».* M. Afouri a 27 ans, sa femme attend un enfant. Avant son arrestation, il était tout à fait normal, sain de corps et d'esprit. Le 22 janvier 1979, Félicia Langer revoit le prisonnier : *«Aujourd'hui on l'a amené devant moi, porté par ses camarades de prison. Il était très pâle et sur son front j'ai vu trois cicatrices rondes qui ressemblaient à des traces de brûlures... Le front de M. Nader faisait peine à voir et il est difficile de concevoir qu'un acte d'une telle cruauté puisse être perpétré contre une personne sans défense, un inconscient».*

Et Félicia Langer lance un appel demandant que :
1 - M. Afouri soit libéré ou transféré dans un hôpital psychiatrique.
2 - Qu'une commission d'enquête établisse la vérité des faits et découvre les responsables.
3 - Que ceux qui sont responsables de la détérioration des facultés mentales de M. Afouri soient punis.

ARRESTATIONS A NAZARETH D'UN HOMME DE 60 ANS

Les autorités israéliennes ont arrêté Mansour Gardouch, âgé de 60 ans, dans la ville de Nazareth pour «atteinte à la sécurité de l'État». Mansour Gardouch était responsable d'une organisation patriotique «Les Arabes» interdite en 1964 par les sionistes.

Le comité zimbabwe vous invite à une

Réunion - débat pour le soutien à la lutte armée du peuple du Zimbabwe

VENDREDI 23 FEVRIER 1979 A 20 h 15
Salle de l'AGECA - 117 rue de Charonne
Paris 11e - Métro Alexandre Dumas

Avec la participation de Frédérik Shava, représentant de la ZANU en Grande-Bretagne.
Présentation des films *Chimo io* et *Voici nos armes*

Initiative soutenue par le Centre d'Information sur le Mozambique, l'OCFML, le PCML, le PCR ml et l'UCFML.

le quotidien du peuple

A LIVRES OUVERTS

A L'EST, UN PEU DE NOUVEAU

La dernière période a vu, dans l'édition française, se multiplier les ouvrages de dissidents des pays de l'Est. Le succès commercial paraissant à tout coup garanti, chacun s'y met. Avec, dans la qualité du choix, la main plus ou moins heureuse. La dernière vague comporte une nouveauté : les souvenirs d'anciens responsables des partis communistes dans les années 1950, passés depuis à l'opposition et à l'émigration. Plus que par la vigueur de la pensée politique, ces ouvrages se caractérisent par leur fourmillement de détails. Petits faits qui font réfléchir, qui parfois embrouillent, et qui rarement ont le caractère sensationnel que voudraient leur donner les jaquettes des éditeurs.

Des secrets qui n'en sont pas...

Kaplan, intellectuel dissident tchécoslovaque, ancien membre du secrétariat du C.C. du Parti Communiste Tchécoslovaque, est exclu du P.C.T. et renvoyé à la production en 1971. Président de la dernière commission de réhabilitation des condamnés politiques des *«grands procès des années 50»*, il avait, selon lui, poussé l'enquête trop loin en cherchant l'origine des procès et en concluant à la responsabilité du P.C.T. et de sa direction.

Dans son livre , il adresse des critiques au fonctionnement du P.C.T. tel qu'il l'a pratiqué. Selon lui, le P.C.T. a toujours été dogmatique et coupé des masses : «... *Nous devînmes une secte... Nous étions incapables de nous dégager des clichés soviétiques et de mesurer la marche des choses autrement qu'à l'aune de l'histoire du P.C.U.S.*».

Il considère ses militants (dont il fut) comme gens sectaires et incultes, d'une fidélité irréfléchie et totale envers leur direction, plutôt une coterie. Kaplan condamne *«les conflits intestins»* et les luttes de clans successives du P.C.T., *«parti remué de contradictions et d'antagonismes, où les camarades se détestaient sans retenue»*.

Le *«raisonnement politique»* en usage dans le P.C.T. retient aussi sa critique car, *«très subjectif... il ramenait tous les événements à l'action personnelle de quelqu'un»*.

Il dénonce enfin le P.C.T. et le gouvernement tchécoslovaque comme satellites du Kremlin depuis 1948, et particulièrement de 1968 à aujourd'hui.

La grande question reste cependant pour lui les procès politiques des années 50 dont il tente d'analyser *«la fonction sociale»* : «...*Les procès et l'arbitraire apparaissent comme un élément organique de l'accession au monopole du pouvoir, de sa conservation et de sa consolidation...*

«Chaque procès est marqué d'un dessein politique précis, correspondant à la ligne politique suivie à telle ou telle époque par la direction communiste...

«Un moyen de la politique étrangère de Moscou et comme un moyen efficace de consolider le bloc soviétique par l'inféodation de ses éléments aux intérêts de la superpuissance soviétique...»

Sa conclusion dénonce, non seulement la responsabilité collective du P.C.T., mais surtout *«le système communiste»* :

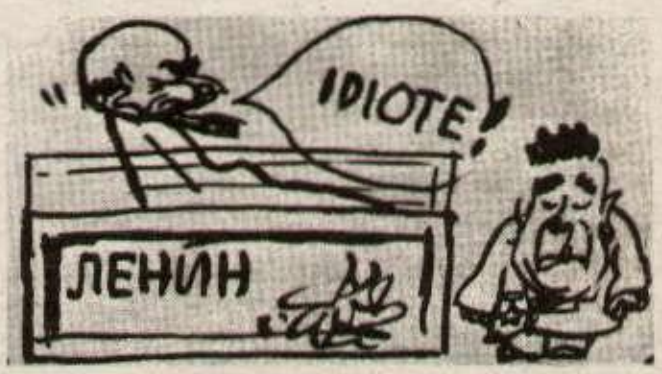
Par voie de conséquence, Kaplan dénonce ce postulat : «*Toute réflexion politique est dangereuse pour le communisme parce qu'elle porte en elle le risque de désobéissance*» car, selon lui, l'idéologie communiste produit *«un pouvoir incontrôlable et incontrôlé»*.

Après avoir analysé l'invasion de la Tchécoslovaquie en 68 par les troupes soviétiques comme une conséquence inéluctable de ce système *«arbitraire»* produisant *«l'arbitraire»*, il conclut : *«Pour l'appréciation globale, peu importe de savoir si cette réalisation (la marche vers le communisme) était possible ou non : ce qui compte en définitive, c'est qu'elle n'a pas eu lieu...»*

A notre avis l'intérêt de ce livre ne justifie pas la publicité qui a été faite autour, ou le titre alléchant qu'il porte. *«Les documents secrets»* ne sont pas cités, et en fin de compte on ne trouve pas *«les révélations successives»* annoncées.

Sophie RANNOUX

DANS LES ARCHIVES DU COMITE CENTRAL. 30 ANS DE SECRETS DU BLOC SOVIETIQUE.
Editions Albin Michel
365 pages.



Lénine à Brejnev : «Idiot !».

A propos d'une miraculeuse provocation

Skvorecky est le symbole en Tchécoslovaquie d'une littérature libre et antiofficielle son œuvre étant interdite en Bohême— et son premier livre *«Les Lâches»* écrit juste après la guerre fut le premier grand best-seller tchèque.

Skvorecky vit actuellement au Canada, ayant quitté la Tchécoslovaquie après l'invasion soviétique de 68.

Dans le livre, nous sommes en Tchécoslovaquie, dans les années 1950 - 1960, et tout commence par un fait divers étrange : lors d'une messe célébrée dans un petit village, un *«miracle»* se produit : la statue de Saint Joseph bouge sur son socle. Aussitôt la police arrête le curé et l'accuse d'avoir *«fabriqué»* ce miracle. C'est, bien sûr, cette même police qui a monté l'affaire de toute pièce, ce qui lui permet de mener une violente campagne antireligieuse.

Ce fait, décortiqué à la manière d'une énigme policière, n'est qu'un des moyens utilisés par Skvorecky pour nous faire revivre ce qu'a pu être l'atmosphère de ces années en Tchécoslovaquie.

Et, en particulier, il essaie de nous démontrer que l'attachement dans les campagnes au christianisme est conçu en quelque sorte comme une résistance au pouvoir. Ce à quoi le pouvoir répond par la torture et la déportation d'un curé, pour l'exemple.

Nous *«voyageons»* ainsi dans tous les lieux et milieux qu'a pu fréquenter l'auteur —et, ce, souvent de manière cahotique— notamment celui qu'il connaît bien et dont il est lui-même partie-prenante : celui des intellectuels.

Nous assistons alors à la formidable explosion de la vie culturelle, avec la liberté d'expression, qui fut une des manifestations du Printemps de Prague : ainsi, même le parti, est critiqué publiquement par de jeunes intellectuels.

Dans les portraits que nous offre Skvorecky, les plus réussis sont ceux des membres du Parti —qu'ils soient Tchécoslovaques ou Soviétiques. Comme il fallait s'y attendre, c'est une peinture sans fard mais aussi sans complaisance d'hommes et de femmes dont la morgue et la suffisance s'expliquent en partie par le pouvoir de vie et de mort qu'ils ont sur les autres.

Une des armes utilisées dans ce livre par l'auteur c'est l'humour, un humour bien plus destructeur que n'importe quel discours, mais dont le cynisme ne fait que souligner l'horreur et le tragique dénouement.

Les plus belles pages sont en effet, sans conteste, ce qu'il appelle *«la solution finale»*, où nous vivons avec Smiricky (le héros du livre) ce qui sera sans doute sa plus longue nuit : celle où les Soviétiques envahissent son pays.

Nous tremblons avec lui au rythme des vibrations occasionnées par les tanks qui défilent tranquillement et pesamment dans les rues. Et nous crions, tout comme la foule accourue dans les rues à 4 heures du matin : *«Mort au fascisme russe. Rentrez chez vous , fascistes russes»*.

Grâce à cette riche et tragique expérience, Skvorecky fait dire à un de ses personnages, vers la fin du livre : *«Le monde est au pouvoir de deux Etats impérialistes, les Etats-Unis et l'URSS. Chers amis, ne vous laissez pas bercer par les sornettes moscovites sur le socialisme. Je le connais, leur socialisme. C'est un Etat policier»*. Encore faudrait-il discuter de l'explication qu'il donne : *«Parce qu'il n'est pas passé par le stade de la démocratie bourgeoise, il est infiniment plus hypocrite et donc plus dangereux que l'Amérique»*.

Hélène NOHAN

MIRACLE EN BOHÊME
Par Joseph Skvorecky
Editions Gallimard
405 pages

Octobre 1956 en Hongrie

L'histoire reste à écrire

Sandor Kopacsi fait le récit, à travers sa propre histoire, des événements d'octobre 1956 en Hongrie qui ont suscité l'intervention de l'URSS alors qu'il était préfet de police de Budapest.

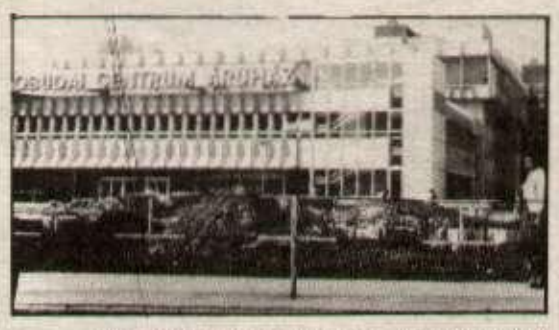
Disons tout de suite qu'après la lecture et l'émission télévisée de Bernard Pivot à laquelle Kopacsi participait, il semble que l'auteur raconte des choses dont il a été témoin certes, mais dont il ne maîtrise pas du tout la complexité, ni même le processus.

Est-ce le fait d'écrire quelque vingt ans plus tard, exilé, sans aucune perspective, sans aucune réflexion critique ? Mais ce livre rappelle par bien des aspects le discours de El Campesino, général de l'armée républicaine espagnole, qui il y a quelques semaines, racontait sa vie, avec une inflation de «moi je» et arrivait à peu près aux mêmes conclusions que Kopacsi : une vision manichéenne de l'histoire.

D'un côté il y a les méchants et c'est pour le Hongrois : Staline, les «staliniens» dont Rakosi, chef du parti communiste hongrois, Krouchtchev, et à sa suite, tous les conseillers soviétiques à Budapest : Andropov (dauphin de Brejnev), Serov, président du KGB, etc...

D'un autre côté il y a les bons, les justes, les grands hommes, avec en tête de file Imre Nagy, taxé de contre-révolutionnaire par Krouchtchev.

Entre les deux se trouvent des individus étranges comme J. Kadar, actuel dirigeant de la Hongrie, tantôt sympathique parce que «Imre-nagyste», tantôt mystérieux parce que aux côtés des Soviétiques lors de l'intervention en 1956.



Dans la banlieue de Budapest aujourd'hui.

Une quantité d'anecdotes présentent la vie du parti communiste hongrois de 1949 à 1956 comme une lutte de clans, une série de décisions arbitraires, une subordination totale à l'URSS. Des anecdotes bâties autour d'éminences grises, de phrases équivoques, de faits ambigus.

L'histoire de cette période reste à écrire sur des questions que porte en germe, mais en germe seulement, ce livre : quels problèmes se sont posés au parti communiste hongrois après la libération par l'armée rouge et le passage au socialisme ? Quel type de rapport a eu la Hongrie, démocratie populaire, avec l'URSS ?

Michèle ROUX

AU NOM DE LA CLASSE OUVRIERE
Par Sandor Kopacsi
Préfet de police de Budapest en 1956
Editions Robert Laffont

RECTIFICATIF

Par erreur il a été omis de mentionner dans l'interview réalisée la semaine dernière sous le titre : **«Ceux qui savent et ceux qui sont réduits à zéro»** les précisions suivantes : **C..., ouvrier parisien, délégué syndical, est interviewé par *Le Quotidien du Peuple* à propos du livre : «Le mur du mépris» paru aux éditions Stock.**

SFP : GOUVERNEMENT ET DIRECTIONS DURCISSENT LEURS POSITIONS

Ils étaient plus de deux mille, jeudi, à manifester contre les licenciements à la SFP. Dans toutes les sociétés de l'ancienne ORTF, la journée de grève a été bien suivie. Du côté du pouvoir, toujours l'intransigeance : à la fin de la manifestation de jeudi, du côté de l'Empire, les flics ont matraqué et blessé des manifestants ; par ailleurs le CE qui s'est tenu jusqu'à 4 heures du matin vendredi, ne semble pas avoir débouché sur grand chose. Et surtout, les menaces contre les grévistes semblent se préciser.

Les directions des sociétés de radio-télévision et le gouvernement s'apprêtent-ils à d· cir leur position ? C'est la question que se posaient les grévistes au soir de la journée d'action de jeudi. Outre l'intervention des flics pendant la manifestation, deux faits paraissent le laisser présager.

VERS LE LOCK-OUT ?

Tout d'abord, Jean-Philippe Lecat, le ministre de tutelle, a déclaré qu'il envisageait l'intervention de forces policières aux Buttes-Chaumont ou ailleurs. Une déclaration qui survient au lendemain même de sa rencontre avec les syndicats où il s'était apparemment voulu apaisant. D'autre part, pour la première fois depuis le début de la grève, les directions de TDF (diffusion) et des chaînes TF 1 et Antenne 2 n'ont pas donné d'ordres de réquisition pour ce vendredi. Dans l'espoir que la plupart des personnels reprendront le travail et que le programme (presque) normal sera assuré ? Ou plutôt avec l'intention de lock-outer ? Face à cette attitude, préparée par les déclarations des directeurs de chaines dénonçant la grève (voir *QdP* de vendredi), plusieurs services de Cognacq-Jay (TF 1 et A 2) ont décidé de se déclarer grévistes vendredi. De leur côté, les journalistes ont suspendu la grève.

DESUNION SYNDICALE

En s'efforçant de prendre l'initiative après la journée d'action, les directions et le gouvernement pensent pouvoir miser sur un certain effritement de la grève. A Cognacq-Jay la combativité qui s'était traduite par le vote en Assemblée générale du «noir à l'antenne» (refus d'assurer le programme minimum) s'est trouvé émoussée par l'absence de perspectives. Le comité de grève s'est senti bien peu épaulé par les délégués syndicaux, et isolé des grévistes de la SFP. Aux Buttes-Chaumont (19e), l'unité syndicale réclamée avec force par beaucoup de grévistes fonctionne à sens unique, la direction CGT décidant de tout, favorisée en cela par l'absence de comité de grève (l'intersyndicale s'est opposée à sa mise en place). Dépossédés de tout pouvoir de décision, des syndiqués de base, notamment CGT, commencent à se retirer de la grève. Cette pratique unilatérale des responsables CGT de la SFP se retrouve au niveau de l'UL-CGT du 19e : elle refuse toute unité d'action avec l'UL-CFDT pour populariser la grève et unifier les entreprises de l'arrondissement en lutte contre le chômage.

ET LES MOYENS AUDIO-VISUELS ?

Par ailleurs, l'initiative de certains grévistes voulant utiliser des moyens de diffusion, à l'exemple des radios libres, s'est heurté à la «défense du monopole» prônée par les directions CGT et CFDT. Tandis que les travailleurs de Longwy viennent de montrer qu'il est possible d'utiliser les émetteurs officiels, les dirigeants de la grève dans l'audiovisuel se refusent pour l'instant à laisser les grévistes en faire autant. Quant au «noir à l'antenne», un responsable de la Fédération des travailleurs et de l'action culturelle CFDT a déclaré par avance : *«Nous tenons à rester dans la légalité. Si, accidentellement, il y a le «noir à l'antenne» ce sera une provocation»*.

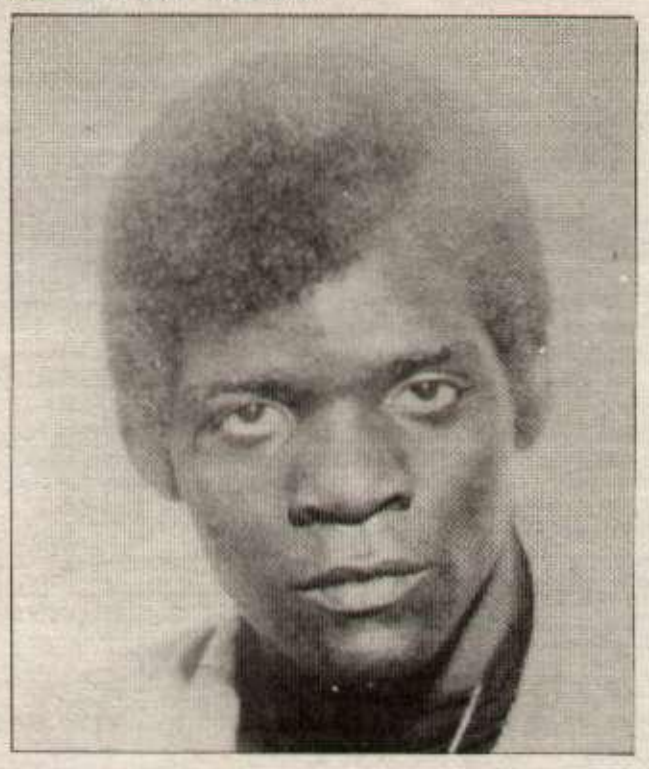
Après le matraquage de la manifestation de jeudi, la grève peut-elle durer dans le strict respect des formes traditionnelles d'action et dans une unité syndicale qui est plus apparente que réelle ?

C.A.

LA SECONDE MORT DE PATRICK MIRVAL ENTERINEE PAR LA COUR DE CASSATION

La Cour de Cassation vient de rendre un arrêt définitif de non lieu dans l'affaire Mirval.

Le 22 février 1974 Patrick Mirval mourait à la prison de Fleury-Mérogis. Il avait été arrêté quelques jours auparavant pour avoir volé des pièces de 5 francs dans un distributeur automatique. Le 22 février 1974 il comparaissait devant le prétoire de la prison pour «insolence et menaces» envers un gardien. A 9 h 15 P. Mirval est encore en parfaite santé. A 11 h 20 la gendarmerie de Fleury Mérogis reçoit un coup de téléphone d'un responsable — anonyme — de la prison : il annonce qu'il y aurait un détenu «en mauvais état» qui aurait voulu se supprimer. En fait, à cette heure là, P. Mirval est déjà mort et ce n'est pas une tentative de suicide : son corps est couvert d'ecchymoses et il porte des traces de strangulation.



Mme Mirval entreprend son enquête devant une mort aussi louche. Au départ, on tente de maintenir la thèse de la syncope, puis on parle de suicide, de «chagrin d'amour»... Le directeur de la prison avoue même que les gardiens ont peut-être un peu brutalisé Patrick... Un autre détenu Huguet transporté en même temps que Mirval raconte que les gardiens serraient le cou de Mirval si fort que la bave lui vint aux lèvres. Du fourgon où Huguet attendait, il a entendu des cris et des gémissements. Descendu vivant du fourgon, Mirval a été chargé mort dans l'ascenseur. Il a été à l'évidence passé à tabac comme le sont souvent les détenus africains ou arabes, mais cette fois-ci un peu plus fort que d'habitude... Six expertises successives seront commandées par la justice. Peu à peu, les experts s'acharneront à oublier les traces de coups sur le corps de Patrick Mirval. Le sixième rapport, 20 mois après le décès, conclut : *«Patrick était fou. Il est mort de sa folie, la contention a aggravé les choses»*.

AUCUNE CHARGE «CONTRE QUICONQUE»

Le travail de la justice consistera tout simplement à laisser aux experts médicaux, le temps de parvenir à cette conclusion, et à ignorer le reste, les invraisemblances, les contradictions, à se boucher les oreilles et à se fermer les yeux. Le 7 mars 1977 le juge Forgues rend un non-lieu dans l'affaire Mirval, *«attendu qu'il ne résulte pas de l'information de charges suffisantes contre quiconque d'avoir commis les délits d'homicide involontaire ou d'abstention volontaire de porter secours»*.

Mme Mirval fait appel de cette incroyable et révoltante ordonnance de non-lieu. Mais le silence presque total qui accueille le non-lieu montre que la justice a réussi à étouffer le scandale.

La Cour de Cassation vient de confirmer l'ordonnance de non-lieu en date du 4 janvier 1979. Comme officiellement plus personne n'est responsable de la mort de son fils, Mme Mirval devra même payer une amende à la justice pour l'avoir obligée à un tel travail pour rien... Au-delà de la Cour de Cassation, il n'y a plus de recours possible : la seconde mort de Patrick Mirval est donc entérinée. Mais subsiste plus fort que jamais dans la conscience de Mme Mirval et de tous ceux qui luttent pour la vérité, le sentiment ancré, tenace, irréversible que cette justice-là est pourrie, profondément pourrie.

Pierre PUJOL

• 20 000 licenciements de plus...
• Démarrage des travaux à Cattenom...

C'est toute une région qu'on assassine

Il s'agit là d'une politique délibérée de restructuration à l'échelle européenne qui vise à augmenter les profits capitalistes déjà considérables, grâce à l'appui de l'Etat.

Le gouvernement et les patrons essaient de consoler les dizaines de milliers de chômeurs en agitant périodiquement des «solutions miracles» telles que :

— L'implantation des usines automobiles.

— La centrale nucléaire de Cattenom.

De plus en plus, aux yeux des travailleurs, l'industrie automobile passe pour ce qu'elle est : un réel bluff.

Pour ce qui est de Cattenom, il s'agit là d'un véritable chantage à l'emploi.

EDF se propose d'employer 2 000 personnes. Rappellons :

— Qu'il s'agit d'emplois temporaires.

— Que les entreprises et le personnel qualifié viendront d'autres régions où ils sont actuellement en chantier. Il y aura au plus 300 à 400 embauches pour les Lorrains dans la phase la plus active de 2 à 3 ans. Ensuite le fonctionnement de la Centrale néccessitera la présence de 250 à 300 agents hautement qualifiés. 50 seulement d'entre eux seront Lorrains et appartiennent déjà à E.D.F.

Au contraire la centrale nucléaire supprimera des emplois dans d'autres branches :

— Les centrales thermiques : malgré les promesses de modernisation, il est curieux de constater que les crédits d'entretien de la centrale thermique de Richemont ont été supprimés, mettant en péril 430 emplois. La centrale thermique de Grossbliederstroff est aussi menacée de fermeture. Qu'adviendra-t-il des autres ?

Dans les H.B.L. des milliers de licenciements seront inévitables.

LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CATTENOM AGGRAVERA LA CRISE DE L'EMPLOI ET FERA DE LA REGION DE THIONVILLE UNE ZONE MORTE

Le développement agricole et touristique de cette région est compromis. Les secteurs d'activités de la sidérurgie et du charbon ont été sacrifiés.

Aussi les antinucléaires de la région Sar-Lor-Lux se déclarent solidaires des travailleurs en lutte de la région.

Le combat contre la centrale nucléaire de Cattenom n'est pas seulement un combat pour la sauvegarde de la vallée de la Moselle, c'est aussi un combat pour la sauvegarde de l'emploi en Lorraine.

Ils ne tolèreront pas que les Pouvoirs Publics et E.D.F. profitent de la situation actuelle, pour imposer Cattenom.

La coordination internationale contre la centrale nucléaire de Cattenom aux travailleurs en lutte

Amis de la terre Thionville, A.S.V.M., C.A.N. Rombas, Briey, Jarny, Verdun. Comités locaux Sierck et environs, B.I.M régionaux : LUX, Burgerinitiativen Saarbruck Marsig, UOP, PCR ml, LCR, etc...

Communiqué de solidarité après une journée d'action du 16 février

• Pour financer les classes vertes, l'école Vitruve (20e) organise un week-end

CINEMA ET ENFANT

Samedi 24 et dimanche 25 février (à partir de 14 h 30).

Les thèmes «l'enfant et l'école», «l'enfant dans la ville», «l'enfant et l'immigration», «les droits des enfants», «films réalisés par des enfants et adolescents», sont illustrés par de nombreux films (*Alertez les bébés, Une école pas comme les autres, Summerhill, Le petit garçon aux cheveux verts* de Joseph Losey, etc.), des montages, des expositions. Des débats sont prévus avec la participation de réalisateurs (J.M. Carré, G. Bastid, P. Bonnin), des spécialistes de l'éducation, des écoles (Vitruve et Decroly), le TEP, la CSF, la CSCV, les terrains d'aventure, des foyers, Culture et Liberté, les éducateurs de rue...

A l'AGECA. 177 rue de Charonne. Paris 11e
Entrée gratuite pour les enfants.

le quotidien du peuple

SOMMAIRE

NOS RUBRIQUES

P.2
Revue des revues

P. 4 et 5
«Contraires au sein du peuple». Aujourd'hui : les révolutionnaires et l'Europe

P. 14
A livres ouverts

DANS CE NUMERO

P.6
Elections cantonales : le dernier carré des notables

P.8 et 9
Notre reportage : «Espagne : la démocratie au pied du mur !»

P. 10
Chansons : Le collectif Vendémiaire, des ouvriers qui font des disques

P. 12
La Guadeloupe menacée par la banane !

LES BERLIET DANS LES RUES DE LYON

Renault véhicules industriels : jeudi matin, un débrayage de 4 heures était organisé pour les revendications comme les 350 francs pour tous pour compenser la perte de pouvoir d'achat et le chômage partiel, pour les 3 000 minimum...

Débrayage massif, de l'ampleur de celui de la semaine dernière.

Jeudi 9 h 30, gare de Lyon-Perrache. Une nouvelle *«action spectaculaire»* des Berliet s'effectue.

C'est le même scénario que jeudi dernier. Un train spécial – loué pour 1 million à la SNCF – a embarqué les gars à la gare de Vénissieux et les a déposés à la gare de Perrache. Là, rejoints par ceux de Berliet-Feuillat, de Berliet-Montplaisir et Berliet-Saint Priest, ils ont manifesté à travers les rues de la presqu'île entre Rhône et Saône. Du spectaculaire avait été annoncé par l'intersyndicale, et l'on aurait pu penser qu'une étape allait être franchie par rapport à jeudi dernier. Ce ne fut pas le cas. En effet, si cette nouvelle action des Berliet gardait toute la puissance de celle de la semaine dernière – 8 000 métallos dans les rues lyonnaises – cette fois-ci l'action ressemblait toutefois à une promenade...

D'abord la sono CGT, avec les responsables de l'USTM, égrenait un mot d'ordre qu'on aimerait voir débarrasser de son aspect xénophobe : *«Non à l'austérité, des camions français»*. Comme si le fait d'être un exploité français balayait d'un coup d'éponge les mauvaises conditions de travail et les pertes de salaire dues au chômage partiel ! Si la CFDT, d'ailleurs bien représentée et offensive en début de manifestation, lançait au départ *«union action de tous les travailleurs»*, bien vite l'uniformisation des mots d'ordre s'établit et la *«nouvelle politique du poids lourd»* version CFDT ressemblait étrangement à *«la défense du poids lourd français»* version CGT.

Et le spectaculaire s'est réduit à un blocage d'ailleurs très inefficace du tunnel de l'autoroute de Paris.

Bien sûr, le folklore Berliet était présent : les pétards lancés allègrement dans les allées des immeubles bourgeois, les trompettes, les sifflets, bref le vacarme joyeux des travailleurs en grève pour leurs revendications. Mais pour certains militants et des travailleurs, de nombreuses questions commencent à se poser : comment va-t-on poursuivre ? Certes les actions spectaculaires comme celle de jeudi 15 ou celle du jeudi 22 semblent recueillir l'approbation de tous. Car il est vrai que ce type de manifestation, hors les murs de Vénissieux et rassemblant les travailleurs de toutes les unités de RVI de la région, font parler de la lutte de Berliet et ont un impact certain . Mais il est vrai aussi qu'il est nécessaire de passer à un stade supérieur.

Faisons le point sur Berliet-Saint-Priest. Le travail a repris mardi matin, après huit jours de grève totale. Puis de nouveaux débrayages ont eu lieu, mardi après-midi et mercredi, suivis à 70 %. La direction a dès lors demandé aux agents de maîtrise de monter les ponts alors que les gars du montage sont toujours en grève et totalisent près de 140 heures de débrayages. Mais ceux-ci furent vite interrompus. Les débrayages continuent donc cette semaine à Berliet Saint-Priest.

Michel BERTEL

ROUEN AVEC LES KIWI

Affrontement avec les flics mardi et mercredi

Une manifestation combative s'est déroulée à Rouen mercredi pour protester contre la manière dont les flics avaient réprimé celle de la veille, le 20 février. Ce jour-là, on se souvient, un défilé de soutien aux 24 travailleurs de Kiwi en grève depuis 7 semaines avait été organisé. Les CRS avaient tiré à bout portant des grenades lacrymogènes, blessant plus d'un manifestant et en particulier une femme enceinte.

Mercredi, 3 000 manifestants s'étaient réunis à 16 heures. On remarquait des délégations de toutes les usines de la région. Face à près de 20 cars de CRS, les participants montraient une grande combativité. A tel point que les manifestants ne montraient aucun enthousiasme à l'idée de se rendre à l'Hôtel de ville. Devant celui-ci les flics tireront plusieurs grenades sans doute pour protéger la mairie de M. Lecanuet.

Bien que bon nombre d'ouvriers ne voulaient pas repartir sans riposter aux flics comme ils le méritaient, la direction de la CGT faisait reflouer le cortège vers la rue Jeanne d'Arc au centre ville afin d'appeler à la dispersion. Mais, à mi hauteur de la rue, devant le Palais de justice «protégé» par les CRS en tenue de combat, les travailleurs présents crient *«CRS assassins»*. Une nouvelle fois, les flics tirent des grenades lacrymogènes. Les travailleurs barrent la rue à l'aide de barrières empruntées à un chantier voisin. Les CRS parviennent à dégager la place et la rue et se retirent vers 18 h 30 dans une atmosphère tendue. Nombre d'ouvriers scandalisés par ce qui s'était passé la veille voulaient en découdre avec la police. On remarquait notamment une délégation combative de Renault-Cléon qui avait mené une longue grève en juin dernier.

Face à ce renouveau de la combativité ouvrière il est intéressant de voir ce que propose le PCF. Dans un numéro spécial de *l'Avenir de la Seine Maritime* distribué au début de la manifestation il propose, comme action efficace contre le chômage, de voter pour lui aux prochaines élections cantonales. On s'interroge aussi sur l'absence d'un appel commun entre la CGT et la CFDT pour cette manifestation. Certes quelques délégations CFDT étaient présentes mais l'UD – c'est le moins qu'on puisse dire – n'avait pas mobilisé.

• La Bourse envahie par les employés de banques

La manifestation convoquée jeudi par l'intersyndicale des banques aura rassemblé plus de monde que la précédente, le 31 janvier dernier. Pourtant on estime qu'il y avait pour les 48 heures d'arrêts de travail de mercredi et de jeudi 40 % de grévistes contre 50 % pour le 31 janvier. Cette plus faible participation ne semble pas motivée, de la part des employés de banques, par la satisfaction de leur sort. Au contraire ; il semble que ce soit le refus des actions inefficaces proposées par l'intersyndicale qui soit à l'origine de cette relative désaffection. Les employés de banques ont en effet montré leur volonté de recourir eux aussi aux actions plus radicales quand, aux cris de «Oui aux 35 heures», à 500 ils ont bousculé le service d'ordre de l'intersyndicale et ont envahi jeudi en fin de matinée la Bourse de Paris troublant le fonctionnement de la Mecque du Capital.

• Assurances : le GAN-Paradis occupe

Depuis jeudi soir, une partie des employés du GAN, rue du Paradis, occupent les locaux. Lundi, les employés avaient indiqué, lors d'un vote, leur volonté de durcir le mouvement, avec une grève de 24 heures reconductible, et jeudi, l'occupation était décidée. Dans la soirée, un huissier est venu constater l'occupation. La direction escomptait ainsi faire reculer les grévistes. Son calcul n'a pas abouti.

Compagnies d'assurances en grève

La question de la coordination est posée

Au groupe d'assurance dépendant du groupe VIA («le Monde», «l'Europe», «le Nord», «GFA») les employés sont en grève depuis le 14 février. Ils exigent 2 600 francs minimum, 35 heures sans pertes de salaires, la garantie de l'emploi, la 5e semaine de congés payés.

Un piquet de grève est installé tous les jours devant l'immeuble de la rue Le Pelletier dans le 9e arrondissement. Il informe les passants et les assurés de la luttes des employés.

Depuis le début, l'ambiance est bonne. Chaque matin en AG les employés et les cadres présents votent la reconduction de la grève. Le service informatique qui se trouve rue Vivienne dans le 2e, le nerf de la lutte est lui aussi occupé jour et nuit. L'occupation des locaux paralyse également les archives dans le 9e. Le 21 février, la direction du groupe convoquait les organisations syndicales à une réunion. A cette occasion, elle esquissait un premier recul. Cependant, elle devait proposer un odieux chantage. La direction proposait en effet 10 % de prime de rattrapage sur la paye de janvier 1979 et un rattrapage de 300 francs sur 1978. Mais, sur le problème du maintien de l'emploi, elle ne propose une possibilité d'accord avec les syndicats que si l'augmentation de la masse salariale pour 79 reste inférieure de 50 % à la hausse des prix. Cela revient à exiger des organisations syndicales qu'elle ne revendique que la moitié de la hausse du coût de la vie pour cette année.

Cette proposition est une véritable provocation pour les employés. Son résultat le plus immédiat est de renforcer la détermination à lutter. C'est à la suite de ces propositions nationales que les hésitants ont été appelés à se joindre à la lutte pour durcir l'action. Jeudi les employés du groupe VIA ont manifesté après l'AG avec les employés de l'UAP en grève avec occupation juste à côté et également avec les employés des banques.

Comme l'énonce un tract diffusé au personnel : *«Il faut paralyser complètement le groupe, il faut franchir un nouveau pas aujourd'hui»*. Les employés de la compagnie le Nord en sont bien conscients, eux qui proposent de se coordonner avec les autres boites d'assurance en lutte comme le GAN, comme «la France» comme l'UAP et de créer un véritable rapport de force face au patronat des assurances.

A l'UAP dans le 9e rue Le Pelletier, rue de Provence et rue La Fayette, les immeubles sont occupés jour et nuit. Les revendications sont les mêmes que chez VIA mais en plus, les employés en lutte exigent 1 000 francs de rattrapage pour 1978 et le paiement des jours de grève.

Correspondance

REPRESSION INTIMIDATION AU FOYER SONACOTRA DE SAINT-DENIS

Mercredi à 4 h 30, les résidents du foyer Sonacotra Romain Rolland à Saint-Denis ont été réveillés par les 150 CRS accompagnés de trois huissiers. Pénétrant dans toutes les chambres ils ont contrôlé l'identité de tous les résidents. Ils sont restés plusieurs heures dans le foyer. La police se fait des illusions si elle s'imagine briser une grève déjà si ancienne par de tels moyens !